

DAVID DE STEFANO

SANJAY MIRABEAU

INTERDIT DE RIRE



L'AFFAIRE DIEUDONNÉ PAR SES AVOCATS

PRÉFACE DE DIEUDONNÉ

Xenja

INTERDIT DE RIRE

ISBN: 978-2-88892-191-2
Copyright © 2014 by Éditions Xenia
C. P. 429, 1951 Sion, Suisse
www.editions-xenia.com
info@editions-xenia.com
Tel +41 27 327 52 67 | Fax +41 27 327 52 66
skype: xeniabooks

David de Stefano
Sanjay Mirabeau

Interdit de rire

Xenja

Les auteurs

MAÎTRE DAVID DE STEFANO est avocat fiscaliste au barreau de Paris. Sa pratique est exclusivement dédiée au droit fiscal et au contentieux fiscal. Il intervient principalement lors de contrôles fiscaux, de contentieux fiscaux et de procédures de droit pénal fiscal, pour assister et défendre les contribuables contre l'administration fiscale. Ancien Secrétaire de la Conférence du barreau de Paris, il enseigne à l'Ecole de formation du barreau de Paris.

MAÎTRE SANJAY MIRABEAU est avocat pénaliste au barreau de Paris. Sa pratique est exclusivement dédiée au droit pénal et au droit pénal des affaires. Il intervient principalement dans des procédures pénales complexes (stupéfiants, terrorisme, droit pénal financier). Ancien Secrétaire de la Conférence du barreau de Paris, il enseigne à l'Ecole de formation du barreau de Paris.

MAÎTRES DE STEFANO et MIRABEAU interviennent dans de nombreux dossiers qui requièrent une expertise transversale en matière pénale et fiscale.

Ensemble, ils assurent la défense de l'humoriste Dieudonné.

*Aux frères,
avec lesquels il est si bon de rire*

Préface

Chers amis lecteurs, je vous salue bien bas.

C'est avec un plaisir non dissimulé que je me prête ce jour à l'exercice périlleux de la préface. La difficulté qui s'oppose à moi est le souci de distance et d'objectivité. Comment pourrais-je rester objectif, alors que ma liberté d'expression et de travail, est au cœur du sujet ?

Je me sens victime mais l'on me dit coupable. Qui a raison ? Moi ou l'autre ?

La quête de vérité est un chemin qui, souvent, oppose et génère du conflit. Malgré de multiples agressions, je m'efforce de rester un homme de bonne volonté. Pour apaiser les tensions, je dois me résoudre à la relativité. Donc, je relativise pour continuer à faire rire un public de plus en plus affamé de vérité. Pour calmer leur appétit, je leur suggère *la distanciation à outrance*. Elle permet de digérer les mensonges et les injustices.

Certaines personnes bienveillantes, que je croise au hasard de mes gesticulations scéniques, viennent spontanément vers moi m'offrir un fraternel soutien. Souvent, ils s'inquiètent : *comment arrivez-vous à tenir face à une telle pression ?*

Je leur réponds : c'est grâce à l'esprit de mes ancêtres et au jazz.

Dans la tradition Ewondo, l'esprit des ancêtres n'est pas une réflexion intellectuelle, c'est un élément physique du corps humain, un composé chimique omniprésent comme l'eau (que j'aime écrire Ô, du prénom de ma fille). Quant au jazz, il est pour moi la plus belle prière que nous ait offert l'esprit Homo sapiens. Il évoque en moi la respiration de la forêt et le bruit des animaux. J'ai grandi avec Claude Nougaro dans les oreilles et comme il me l'a appris, je dirais que *quand le Jazz est là, la pression s'en va*.

Et de la pression, il y en a eu ces derniers temps... Et il y en a encore aujourd'hui, elle va, elle vient, elle *danse sur moi*, puis s'en va comme elle est venue. La pression est devenue le carburant du moteur de mon expression, en me frottant à la connerie humaine, j'ai découvert l'énergie du mouvement perpétuel. Pression/expression, une valse à deux temps qui me permet d'entraîner mes contemporains dans une danse, celle de la farce et du bon mot. Car rire, c'est bien ce qui me préoccupe, il n'y a rien de plus important à mes yeux.

En ces temps de cynisme absolu, la dérision m'apparaît comme le dernier rempart à la raison guerrière. Certains semblent oublier que ce sont toujours les gens sérieux qui nous entraînent dans la guerre, jamais les fantaisistes.

Le fantaisiste est couronné les jours de paix, il

symbolise la légèreté et l'insouciance. Quand les gens *trop sérieux* censurent le rire, c'est qu'ils ont pour dessein de provoquer la guerre.

Insolent, provocateur et même indigne, ce sont des qualificatifs que je veux bien entendre mais lorsqu'on m'accuse d'antisémitisme, d'incitation à la haine ou je ne sais quel renouveau nazi, je ne peux que compatir aux souffrances psychologiques de mes accusateurs. Pour conclure, je vous dirais que malgré la puissance de la rumeur, sachez que je ne me sens guidé par aucune haine, je n'ai aucun projet d'extermination en tête, pour les temps qui viennent. Au contraire, j'ai envie de dire aux gens que je les aime et par-dessus tout, que j'aime les voir rire. Ce sont pour moi des instants de grâce et de communion.

Si j'ai heurté, choqué ou indigné quiconque, je m'en excuse sincèrement. Mais je vous préviens que je recommencerai, et de plus belle, car c'est mon droit et ma liberté. Libre à vous de ne pas m'écouter.

DIEUDONNÉ M'BALA M'BALA

C'était un jeune Noir — un esclave — joyeux, insolent, satirique et savoureux, qui chaque jour prêchait des sermons en haut du tas de bois de son maître, avec moi pour seul auditoire. [...]

Dis-moi où qu'un homme a eu sa galette de maïs, et j'te di' ai c'que sont ses opinions.

Je n'ai jamais pu l'oublier. Cela s'est profondément inscrit en moi. [...] L'idée du philosophe noir était qu'un homme n'est pas indépendant, et qu'il ne peut se permettre des points de vue susceptibles d'interférer avec son pain et avec son beurre. S'il veut prospérer, il doit adhérer à la majorité; dans les sujets importants, tels que la politique et la religion, il doit penser et sentir comme la masse de ses voisins, ou bien en subir les conséquences dans sa position sociale et sa réussite dans les affaires. Il doit se restreindre aux opinions de la galette de maïs — du moins, en surface. Il doit prendre ses opinions chez les autres; il ne doit en aucune manière raisonner par lui-même; il ne doit pas avoir d'idées en propre.

Mark Twain, *La liberté de parole*

Liber amicorum

Ce livre est la synthèse de réflexions partagées dans le cadre professionnel et amical de l'étude des dossiers de l'humoriste Dieudonné. En dépit de quelques désaccords exprimés à l'occasion de l'écriture de cet ouvrage, l'amitié étant plus forte que les divergences, nous demeurons responsables et solidaires de l'intégralité des propos exprimés ci-après.

Entre Autun, Paris et Nanterre,
le 12 mai 2014

Introduction :

Rire des uns avec les autres

Cela signifie qu'il faut reconnaître la dignité de ceux à qui on la contestait.

Charles de Gaulle,
Discours d'Alger du 4 juin 1958

Lundi 16 décembre 2013, Palais de l'Élysée.

Le président de la République française reçoit le Conseil Représentatif des Institutions juives de France pour le 70^e anniversaire de la création de cette association.

Le président de la République débute son discours en citant dans l'ordre protocolaire les personnes officielles présentes. Comme souvent avec le locataire de l'Élysée, l'ambiance est détendue, propice au rire.

Il salue le ministre de l'Intérieur :

Monsieur le ministre de l'Intérieur qui va nous quitter peut être, euh... pour aller en Algérie, euh... il en revient (rires), sain et sauf, c'est déjà beaucoup (rires soutenus).

Ce trait d'humour suggérant le désordre public en Algérie ayant remporté un franc succès, il poursuit, en précisant l'action antiraciste du gouvernement français :

Lutter contre le sarcasme ou ceux qui se prétendent humoristes et qui ne sont que des antisémites patentés, que nous devons également combattre.

Se moquer des Algériens avec les représentants de la communauté juive de France en introduction d'un discours officiel, qui revendique la détermination du gouvernement français dans la lutte contre le racisme, est une gageure dont le succès ne pouvait être, au mieux, que relatif si la première qualité connue de François Hollande n'était pas son sens de l'humour.

Si les rires de l'assemblée, dans laquelle on pouvait compter le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice et les membres de l'association CRIF, s'expliquent sans doute par cette bienséance qui impose de rire à une plaisanterie lorsqu'elle est racontée par un hôte courtois, ces mots ont pourtant créé un incident diplomatique.

Pour la presse algérienne, ces propos renvoyaient *le peuple algérien à sa condition de dominé, de sauvage, d'indigène de la République.*

On pouvait même lire à la une de certains journaux algériens : *Hollande se moque de l'Algérie devant la communauté juive.*

Rencontre fortuite, à la faveur d'une moque-

rie, de deux communautés à l'égard desquelles la France n'a pas fini de faire oublier ses crimes : la collaboration et la torture, le régime de Vichy et la guerre d'Algérie, Pierre Masse et Maurice Audin.

Mais pour l'Élysée, ce n'était rien d'autre que de l'humour, une plaisanterie légère.

Et là, on ne comprend plus. Ou alors, on a peur de trop bien comprendre. Le président de la République se moque du peuple algérien, et des membres du gouvernement rient, goûtent à la plaisanterie.

Aujourd'hui, le droit de rire en France est remis en cause. Et la réalité du cadre juridique des questions posées également.

Quelle différence entre les rires des spectateurs du président de la République sur les Algériens et les rires des spectateurs aux plaisanteries de Dieu-donné sur la communauté juive ?

Si on remplace le mot *Algérie* par le mot *Israël* ou *Palestine* dans la plaisanterie du président, quel effet sur son auditoire ?

Y aurait-il, d'un côté, des personnes dont il est interdit de se moquer et de l'autre, celles dont il est permis de rire ?

Qui décide de ce qui est drôle ou de ce qui ne l'est pas ?

Est-il indigne de rire ? Peut-on juger le rire ? Peut-on interdire le rire ?

Pourquoi rit-on ?

Avec cet ouvrage, nous n'imposons aucune réponse. Mais nous nous imposons un devoir de réflexion. Pendant trois semaines, la réflexion a cédé à l'émotion. Or, dans un état de droit, la censure qui encadre la liberté d'expression procède de la réflexion juridique et non de l'émotion politique.

I — Ostracisme

Tu ne porteras pas de faux témoignage contre ton prochain.

Ancien Testament, Exode, 20.16

L'affaire de la quenelle commence par une lettre, une lettre de dénonciation.

Celle que notre confrère Alain Jakubowicz, pourtant président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, adresse le 9 septembre 2013 au ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian. En copie de ce courrier, Manuel Valls, ministre de l'Intérieur. Christiane Taubira, Garde des Sceaux, n'a pas droit à cette courtoisie.

Alain Jakubowicz réagit à la publication sur les réseaux sociaux de deux photographies de militaires français devant une synagogue. Il commente :

Ces clichés montrent ces deux militaires réalisant le geste de la « quenelle », signe de ralliement à Dieudonné et correspondant au salut nazi inversé signifiant la sodomisation des victimes de la Shoah.

Il poursuit :

Nous sommes d'autant plus inquiets que nous avons

découvert à cette occasion d'autres clichés mettant en scène des soldats portant des uniformes français réalisant ce même geste à caractère antisémite.

Nous sollicitons solennellement l'ouverture d'une enquête permettant d'identifier les deux militaires et également que des sanctions exemplaires soient prises à leur rencontre.

Nous demandons également que toutes les mesures nécessaires soient prises pour faire cesser ces comportements antisémites extrêmement préoccupants et incompatibles avec les valeurs républicaines portées par l'armée française.

Nous ne doutons pas de votre détermination à mettre un terme à cette dérive, et sommes à votre disposition pour vous rencontrer.

Avec de tels propos, monsieur Jakubowicz salit un homme, trompe deux ministres de la République et distille un mensonge.

Un mensonge qui, hélas, compte tenu de la gravité de l'accusation portée, de l'autorité dont il émane et de l'importance des pouvoirs sollicités, sera repris et amplifié par de nombreuses personnalités du monde politique, médiatique et associatif français, devenues complices de la tromperie.

La vérité est que la quenelle est un geste humoristique inventé par Dieudonné et qui correspond tout simplement à un bras d'honneur détendu signifiant *je vous ai bien eu* ou *vous m'avez bien eu*, dans un esprit farce.

C'est la définition qui résulte incontestablement de l'examen de l'œuvre intégrale de l'humoriste, soit quinze spectacles écrits, mis en scènes et interprétés par Dieudonné en quinze ans :

- 1) Tout seul, 1997
- 2) Pardon Judas ! 2000
- 3) Cocorico ! 2002
- 4) Le divorce de Patrick, 2003
- 5) Mes excuses, 2004
- 6) 1905, 2005
- 7) Dépôt de bilan, 2006
- 8) Le best of, 2007
- 9) J'ai fait l'con, 2008
- 10) Sandrine, 2009
- 11) Mahmoud, 2010
- 12) Rendez-nous Jésus, 2011
- 13) Foxtrot, 2012
- 14) Le mur (spectacle interdit), 2013
- 15) Asu Zoa, 2014

La quenelle a été effectuée pour la première fois à l'occasion du spectacle *1905*, écrit et joué pour le centenaire de la loi de séparation des Églises et de l'État. Ce chef-d'œuvre d'humour fait le bilan d'un siècle de laïcité à travers la caricature sévère du communautarisme, notamment avec le sketch mythique du *voile islamique à l'école*.

Dans la première partie du spectacle, Dieudonné nous parle de l'homme en tant que mammifère et de sa position inférieure dans la hiérarchie animale :

Le dauphin maintenant, quand il voit un homme,

il se fout de notre gueule bi bi bi bi (imitation des sifflements du dauphin). *Bien sûr, parce qu'il le sait lui que sa nageoire il va nous la foutre jusque-là Jacky* (en réalisant le geste de la quenelle).

Joignant le geste à la parole, Dieudonné réalise une quenelle qui mesure la taille de la nageoire pour indiquer l'ampleur avec laquelle le dauphin se jouera des hommes.

Ainsi de la quenelle la signification est simple, l'esprit est clair.

Le geste de la quenelle est devenu tellement populaire que son utilisation est passée dans le langage courant. Par exemple, on peut dire, hélas, qu'une des plus belles quenelles faite à la République est le cumul des mandats par les députés français.

Pourtant, des membres du gouvernement et certains dirigeants d'associations communautaires se sont autorisés, de manière imprudente et illégitime, à donner une interprétation raciste à ce geste sans avoir fait un minimum de recherches sérieuses sur sa signification, et manifestement sans avoir jamais vu les spectacles de Dieudonné. Comme si la maîtrise d'un langage pouvait s'exonérer de son apprentissage. Comme si la compréhension d'un symbole pouvait faire l'économie d'une initiation.

Pendant plusieurs semaines, de nombreux acteurs de la scène publique se sont unis dans le mensonge pour haïr et déshonorer un homme. Ils

ont accusé Dieudonné de promouvoir et d'encourager l'hostilité envers les juifs par l'utilisation d'un geste raciste, en affirmant de manière incompréhensible qu'il s'agissait d'un salut nazi inversé. Malhonnêtes, ils ont accusé Dieudonné de conduire à leur insu les jeunes de France vers le nazisme, par la pratique de ce geste.

Comment expliquer des mensonges aussi graves, des accusations aussi délirantes, des attaques aussi violentes ?

Lors du grand meeting de la gauche du 27 novembre 2013 portant sur le thème *Défendre la République contre les extrémismes*, Manuel Valls, qui a pour ambition de *rassembler et apaiser au nom des valeurs de la gauche*, prononce pourtant un discours qui contient en germe tous les périls et les échecs de l'offensive médiatique et judiciaire qu'il va lancer un mois plus tard.

Il demande à cette occasion aux militants de la gauche de combattre le racisme et l'antisémitisme notamment à l'occasion des élections municipales (pour lesquelles il est lui-même candidat dans la ville d'Evry), après avoir dénié à Dieudonné sa qualité d'humoriste et comparé ses propos à *une triste voix qui se déchaîne et transpire la haine*. Par un raccourci odieux, il prétend faire d'un homme un ennemi à abattre, d'un humoriste un adversaire politique, de Dieudonné la cause de l'antisémitisme.

Pourquoi ?

La réponse nous est donnée par Jérôme Cahuzac, ancien ministre, lui aussi coupable de mensonge dans l'exercice de ses fonctions, qui nous dit qu'en période de compétition électorale : *on a tendance à faire davantage sommaire qu'élaboré, bruyant que pertinent, et que l'agitation est souvent préférée à la réflexion*. En effet, il était plus aisé pour Manuel Valls de combattre Dieudonné en faisant passer l'humoriste pour un raciste auprès des Français plutôt que de lutter contre toutes les formes véritables de racisme dans notre pays.

L'affaire de la quenelle n'est donc pas un problème de racisme, c'est un problème de mensonge. Un mensonge dont certaines autorités ont voulu retirer des dividendes politiques dans le contexte des élections municipales en France en 2014.

Face à cette situation, l'humoriste a déposé de nombreuses plaintes en diffamation.

La diffamation, qui est précisément l'infraction prévue par le législateur pour punir les menteurs.

Dans cette affaire, de nombreux responsables politiques ont appelé à la limitation de la liberté d'expression. Ils ont cependant oublié que la première des limites à la liberté d'expression est l'exigence de vérité dans la prise de parole publique.

II — Haine ministérielle

J'enrage!

Molière,
L'Avare ou l'école du mensonge

Manuel Valls a été nommé ministre de l'Intérieur le 16 mai 2012. C'est un homme politique. Il correspond à l'archétype que l'on retrouve habituellement parmi les membres de la classe politique française: un homme, blanc, quinquagénaire, sans véritable métier et qui voit sa carrière et ses indemnités de fonction subordonnées aux résultats des élections.

En cela, il ne déroge pas à cette inconduite française qui considère la fonction politique comme un gagne-pain et le cumul des mandats électifs comme le moyen de se prémunir du chômage, l'assurance d'une sécurité de l'emploi.

On relève cependant que Manuel Valls a souvent été employé dans des services de communication, notamment pour le parti socialiste et pour le candidat François Hollande, élu président de la République française le 6 mai 2012.

L'obsession de Manuel Valls pour l'humoriste

Dieudonné semble être profonde. Elle est révélée par deux reportages télévisés qui déclenchent la crise du ministre. Une crise qui se manifeste par la rédaction d'un communiqué et la persistance de deux éléments de langage symptomatiques.

Crise : Les chaînes de télévision France 2 et BFM TV diffusent quelques secondes d'images du spectacle *Le Mur* de Dieudonné, intégralement volé en caméra cachée. Sur quatre-vingts minutes de spectacle, ces chaînes décident de créer le scandale en diffusant une seule citation, tronquée et isolée de son contexte :

Tu vois lui, si le vent tourne, j'suis pas sûr qu'il ait le temps de faire ses valises (rires). Moi tu vois, quand je l'entends parler, Patrick Cohen, j'me dis : tu vois, les chambres à gaz (rires) dommage (rires soutenus).

Voici maintenant cette citation replacée dans son sketch, tel qu'il ressort de l'enregistrement intégral du spectacle *Le Mur*, également volé et mis en ligne illégalement sur le site internet du journal *Le Point* :

De toute façon, j'suis interdit de télé, donc comme ça, vous êtes tranquilles. Y'a une liste sur le service public de personnes interdites, j'en fais partie. Bab, je serais même premier sur la liste (rires). Ouais ouais, mais c'est du boulot, attention, les gars (rires), pour arriver dans le top trois. Et c'est Patrick Cohen qui l'a rendue publique cette liste. Patrick Cohen, c'est un petit-fils de déporté, ouais, mais enfin bon pas en ligne directe non plus, par la belle-mère de son chat (rires soute-

nus). *Et lui, il a dit que j'avais un cerveau malade, à la télé, comme ça ! Parce qu'il est neurologue apparemment* (rires). *Ab, il a dit t'as un cerveau malade, ab d'accord. Ab merde, tu me l'apprends* (rires). *C'est vrai que, tu vois, lui, si le vent tourne, j'suis pas sûr qu'il ait le temps de faire ses valises. Faut qu'il aille vite* (rires). *C'est vrai que quand je l'entends parler, lui, je me dis, tu vois, voilà, les chambres à gaz, non,* (rires) *si !* (rires soutenus et applaudissements). *Il dit que j'ai un cerveau malade le mec, laisse-moi faire, de toute façon je suis pas responsable j'ai un cerveau malade* (rires soutenus) *mais je t'emmerde !*»

L'examen de ce fragment montre qu'il s'agit pour l'humoriste de répondre à l'insulte d'un journaliste à qui il n'avait rien demandé, dans le dernier endroit où il lui est encore possible de s'exprimer, sur scène.

À elle seule, la lecture successive de ces deux passages est révélatrice de la manière avec laquelle on traite Dieudonné depuis plus de dix ans. Elle explique les raisons pour lesquelles il n'a pas d'autre choix que de jouer sur scène le monstre qu'on l'accuse d'être.

D'abord, pour supporter les injures et la haine. Ensuite, pour ne pas rester sans répondre. Enfin, pour exercer son métier, c'est-à-dire faire rire les autres en riant de lui-même. Dieudonné n'est pas raciste, il joue le raciste. Dieudonné n'est pas antisémite, il joue l'antisémite. Dieudonné n'a pas un

cerveau malade, il feint d'en avoir un. Jouer est le propre du comédien.

Pour distinguer l'homme du personnage qu'il interprète, Manuel Valls aurait dû aller voir le spectacle de Dieudonné pour se prononcer sur ses sketches et vérifier la réalité du scandale. Car il est strictement impossible d'apprécier une pièce en dissociant le personnage de son texte et de la mise en scène.

Pourtant, sans cette précaution élémentaire, le ministre a immédiatement réagi par des condamnations dans un communiqué du 27 décembre 2013 :

Condamnation des propos racistes et antisémites de Dieudonné M'Bala M'Bala

Le ministre de l'Intérieur condamne avec fermeté les propos racistes et antisémites de Dieudonné M'Bala M'Bala qui, après avoir visé le journaliste Frédéric Haziza, s'en prend désormais à Patrick Cohen, journaliste à France Inter. De déclaration en déclaration, comme l'ont démontré plusieurs émissions télévisées, il s'attaque de façon évidente et insupportable à la mémoire des victimes de la Shoah.

Malgré une condamnation pour diffamation, injure et provocation à la haine et à la discrimination raciale, Dieudonné M'Bala M'Bala ne semble plus s'embarrasser de la moindre limite.

Dans ces conditions, le ministre de l'Intérieur a décidé d'étudier de manière approfondie toutes les voies juridiques permettant d'interdire des réunions publiques qui n'appartiennent plus à la dimension

créative mais contribuent, à chaque nouvelle représentation, à accroître les risques de troubles à l'ordre public.

Suite à ce communiqué, deux éléments de langage font leur apparition dans la bouche du ministre. Un élément de langage est une phrase courte, construite de manière séduisante par des spécialistes en communication pour exprimer de manière simple une idée forte que l'on souhaite voir reprise par les médias. Il suffit donc pour un homme politique de marteler un élément de langage dans la presse, à la radio et à la télévision pour voir circuler de manière efficace l'idée qu'il souhaite propager.

Analyse : Premier élément de langage, et premier mensonge abondamment répété :

Dieudonné ne fait plus rire personne depuis bien longtemps.

La vérité est que Dieudonné est l'humoriste qui vend le plus de billets de spectacles à l'unité chaque année. Il remplit les Zéniths, les théâtres, les salles municipales et même les bus depuis plus de vingt ans. Ses spectacles sont complets à chaque représentation. Il est l'humoriste français le plus créatif, le plus constant et le plus populaire de notre époque. Dieudonné fait rire énormément de monde depuis très longtemps.

Second élément de langage, et deuxième mensonge largement diffusé par le ministre :

Dieudonné n'est plus un comique et tient des discours de haine dans des meetings politiques.

Un meeting politique est une réunion publique et gratuite dans laquelle des discours sont tenus dans le but de convaincre l'auditoire de confier ses suffrages au parti politique auquel appartiennent les orateurs.

D'un point de vue juridique, ces discours politiques n'ont aucune valeur. Ils présentent la particularité de n'imposer aucune obligation à ceux qui les prononcent. Ni pourparlers, ni contrats, les promesses politiques n'engagent que ceux qui les écoutent selon la formule régulièrement reprise par les politiciens qui ont le sens de l'humour.

Ainsi, il est clair qu'un spectacle de Dieudonné est le contraire même d'un meeting politique. D'abord, parce que l'humoriste n'est pas un homme politique, il ne recherche pas les suffrages de son auditoire mais les rires. L'objectif affiché du meeting politique est de convaincre les militants, ce n'est pas le but du spectacle comique. Ensuite, parce qu'il existe une relation contractuelle entre l'humoriste et ses spectateurs. En effet, les représentations sont payantes. En échange du prix du billet, une prestation de service est délivrée, un spectacle vivant.

Structurellement, il existe enfin une différence fondamentale entre un homme politique et un humoriste. Le premier voit ses revenus garantis le temps de son mandat, quoi qu'il fasse. Le

second est contraint d'être drôle à chaque représentation s'il souhaite continuer à vivre de ses spectacles. Contrairement au politique, l'humoriste est condamné à tenir sa promesse, celle du rire.

Lorsque l'on sait le succès ininterrompu et croissant de Dieudonné depuis plus de dix ans, qu'il se produise dans les Zéniths de France ou qu'il joue dans des autocars, l'honnêteté commande de mesurer l'ampleur de son talent.

Dès lors, on s'interroge sur l'attitude de Manuel Valls à l'encontre de Dieudonné. Tout en renonçant par avance à n'avoir de réponse, jamais.

Cependant, deux souvenirs.

Instant de télévision, alors qu'il traversait une brocante dans la ville d'Evry dont il était maire, Manuel Valls déplorait, en ricanant, l'absence de personnes de couleur blanche en ces termes :

Belle image... belle image de la ville d'Evry. Tu me mets quelques blancs, quelques white, quelques blancos !

Plus tard, le 17 juin 2011, dans un entretien organisé par l'antenne strasbourgeoise de Radio Judaica, Manuel Valls s'énerve :

Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël. Quand même !

Avec ces deux citations, extraites de deux vidéos publiées sur internet, il serait facile et malhonnête de soutenir que ce qui animait les agissements

de Manuel Valls à l'encontre de Dieudonné était précisément ce qu'il combattait : le racisme et le communautarisme.

En France, la fonction du responsable politique n'est pas de rattacher les individus à une communauté en fonction de préjugés mais précisément le contraire, à savoir de lutter contre les préjugés pour rattacher tous les individus à la communauté nationale.

III — Quenelle à l'anglaise

Des brouillards ont pu exister pendant des siècles à Londres [...] Là où l'homme cultivé saisit un effet, l'homme d'esprit inculte attrape un rhume.

Oscar Wilde,
Le déclin du mensonge

Commençons par la fin.

Le 15 mars 2014, Nicolas Anelka a été contraint à la démission par son club West Bromwich Albion, après que la commission de discipline de la Fédération anglaise de football lui a infligé cinq matchs de suspension, près de 100 000 euros d'amende et un stage éducatif, pour avoir fait un geste, une quenelle, après son premier but de la saison, le 28 décembre 2013. Un geste bien compris de ceux qui aiment rire et connaissent les spectacles de Dieudonné. Un geste qui est fait pour s'amuser et qu'on retrouve sur des milliers de photos de classe, de mariages, de vacances, de sauts en parachute, de plongées sous-marines, aux côtés de personnalités, en famille ou entre amis.

Et pourtant, un geste dont le sens a été détourné

par une tromperie politique. La fraude intellectuelle a consisté à diffuser systématiquement un nombre résiduel de photographies montrant des personnes réalisant une quenelle devant des lieux de culte ou de mémoire. Ainsi, on a fait d'une pantomime populaire un geste raciste. La violence n'est pas dans le geste, elle est dans la corruption du geste. *Fraus omnia corrumpit*. La fraude corrompt tout.

Pour l'occasion, un nouvel élément de langage est seriné :

La quenelle est un geste antisémite, c'est un salut nazi inversé.

Nouvelle rengaine qui témoigne de la peur de voir ce geste se banaliser davantage. Pour empêcher de mettre en lumière le sens véritable de la quenelle et anéantir son succès, il fallait projeter sur elle l'ombre d'un monstre.

Mauvaise querelle qui vient dénier à un symbole sa signification en le renversant. Les satanistes ne s'y trompent pas lorsqu'ils inversent les croix.

Avant de défaire les harnais de l'imposture, avant de rendre publique la démesure du mensonge, avant de déconstruire cette comédie qui a traversé la Manche, trompé le ministre de l'Intérieur britannique et la Fédération anglaise de football, retour sur trois des plus célèbres quenelles de l'histoire du football, toutes trois glissées au fond des filets du Royaume-Uni.

La première, la plus traumatisante pour les Anglais.

22 juin 1986, Mexico, stade Azteca, quart de finale de la Coupe du monde de football. L'Angleterre affronte l'Argentine pour une place en demi-finale. Cinquante et unième minute de jeu, Diego Armando Maradona ouvre le score en marquant un but de la main. L'arbitre n'ayant pas vu la faute, le but est validé. L'Argentine gagne le match.

Sur une tricherie historique, un but de la main, celle de dieu, la fameuse *mano de dios* de Maradona, l'Angleterre est injustement éliminée du Mondial. Première quenelle. Celle de Maradona à l'Angleterre.

La deuxième, la plus honteuse pour les Français.

18 novembre 2009, Seine-Saint-Denis, stade de France, match de barrage, qualification pour la Coupe du monde de football 2010 en Afrique du Sud. L'Irlande rencontre la France. Prolongations. Cent deuxième minute de jeu, par une main volontaire, Thierry Henry contrôle le ballon et réalise une passe décisive qui permet à son équipe de marquer un but. La France est qualifiée.

Sur une tricherie crasse, un but précédé d'une main, celle d'une grenouille, la fameuse *hand of frog*, l'Irlande est injustement éliminée du Mondial. Deuxième quenelle. Celle de Thierry Henry à l'Irlande.

La troisième, la plus hypocrite, la plus française, n'est pas celle que l'on croit.

23 janvier 2013, Coupe de France, Sochaux s'oppose à Montpellier. Cinquante et unième minute de jeu, le footballeur montpelliérain Mathieu Deplagne marque un but et fait ensuite une quenelle pour rendre hommage à Dieudonné. Pour le sportif, il s'agit d'une dédicace à l'humoriste, un gimmick de scène, un geste que l'on comprend facilement lorsque l'on regarde ses spectacles.

Mais Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, n'a pas encore lancé sa campagne municipale et/ou anti-Dieudonné, alors la quenelle de Mathieu Deplagne demeure ce qu'elle est, un beau geste, drôle, généreux et populaire.

En conséquence, cette fois, aucune controverse, aucune excuse réclamée, aucune sanction. Le bon sens, le bon esprit, l'esprit du sport.

A contrario : 28 décembre 2013, Premier League, West Bromwich Albion joue contre West Ham. Quarantième minute de jeu, Nicolas Anelka marque — dans les règles de l'art — son premier but de la saison, puis fait une dédicace à l'humoriste Dieudonné en réalisant une quenelle, exactement comme Mathieu Deplagne.

Mais la veille, le ministre de l'Intérieur a exprimé dans une circulaire sa détermination à combattre l'humoriste et interdire ses spectacles.

Conséquences : Geyser de déclarations officielles

et toxiques. Les premières concrétions émanent de ceux qui ignorent tout du geste, pourtant si populaire. Le président de la République française réaffirme son soutien au ministre de l'Intérieur dans sa croisade contre l'humoriste. Le premier est au sommet de son impopularité dans les sondages. Le second, plus habile dans sa communication, jouit encore des faveurs de l'opinion publique.

Quelques associations communautaires, religieuses ou antiracistes poussent à l'unisson un chant d'indignation. La ministre des Sports, Valérie Fourneyron, réagit sur les réseaux sociaux :

Le geste d'Anelka est une provocation choquante, écœurante. Pas de place pour antisémitisme et incitation à la haine sur terrain de foot.

La propagande est féconde. Un des principaux partenaires financiers de l'équipe de West Bromwich Albion, Zoopla, une entreprise d'annonce immobilière, exige du club anglais que Nicolas Anelka ne joue pas le match suivant contre Everton. Mais l'entraîneur refuse de voir ses choix sportifs dictés par une entreprise commerciale. Comme annoncé, le sponsor indique alors qu'il mettra fin au contrat qui le lie avec West Bromwich Albion à la fin de la saison. Enième illustration de la gangrène du sport par l'argent.

Le 3 février 2014, Dieudonné se produit en Suisse à guichets fermés. Le succès est tel que les billets pour assister à son spectacle s'échangent à plus de quatre cents euros la place sur le marché

noir. C'est là que l'humoriste apprend par la presse qu'il est interdit de territoire britannique. L'humoriste souhaitait faire le déplacement en Angleterre pour soutenir Nicolas Anelka avant sa comparution devant la commission de discipline de la Fédération anglaise de football.

Le 27 février 2014, la commission de discipline de la Fédération anglaise de football inflige à l'international français les sanctions que l'on sait. Les charges retenues étaient les suivantes : la réalisation d'un geste abusif et/ou indécent et/ou insultant et/ou incorrect en relation avec l'origine ethnique et/ou la race et/ou la religion ou croyance.

Analyse juridique : La commission de discipline est incapable de qualifier les faits poursuivis. Dans les motifs de la décision qui sanctionne Nicolas Anelka, la commission indique que *la quenelle contient objectivement une connotation antisémite* mais qu'il est impossible de conclure qu'Anelka avait l'intention d'exprimer ou de faire l'apologie de l'antisémitisme en réalisant la quenelle.

Exégèse : La commission décrète que le geste de la quenelle est raciste en tant que tel, même si la volonté de celui qui le réalise ne l'est pas. Elle décide donc que ce geste est automatiquement antisémite.

Précision importante : Pour aboutir à cette solution, la commission n'a pas jugé utile d'entendre Dieudonné, le créateur de la quenelle, son seul expert. S'exonérer de l'audition de l'artiste lui était

d'autant plus facile qu'il était opportunément interdit du territoire britannique.

Ainsi, la commission prétend enseigner aux spectateurs de Dieudonné, dont Nicolas Anelka, le sens d'un geste qu'eux connaissent parfaitement et qu'elle ne maîtrise absolument pas. Imagine-t-on la reine d'Angleterre expliquer à David Beckham comment il doit tirer ses coups francs ?

La vérité est que, de manière arbitraire, la commission de discipline essaie de nous imposer ce qu'il faut penser de la quenelle. Et elle le fait de manière pernicieuse. En effet, elle impute un caractère objectivement antisémite à la quenelle et, dans le même temps, elle dénie à Nicolas Anelka une intention raciste.

Construction absurde qui prétend donner une signification raciste à un geste qui n'en a pas, qui affirme que les auteurs du geste de la quenelle ne sont pas conscients de ce qu'ils font et qu'ils commettent un blasphème sans le savoir. Ainsi, la commission impose une croyance, la sienne.

Nouvelle fraude intellectuelle.

Le geste de la quenelle est grossier, mais pas raciste. Le geste raciste à l'œuvre, dans les stades de football comme ailleurs, ne se déguise pas. Il se montre tel qu'il est, sans honte aucune, pleinement assumé. C'est un bras tendu vers le haut, un salut nazi, un vrai. Et la Fédération anglaise de football de lutter contre la quenelle alors que les stades de

Premier League accueillent toujours des supporters affichant clairement leur idéologie néo-nazie.

C'est là que réside la troisième quennelle.

Celle pour la France d'avoir fait condamner le geste de la quennelle par l'Angleterre alors qu'elle-même se garde bien, en dépit d'une mobilisation prosélyte, de poursuivre Dieudonné en justice pour son geste comique. Celle pour la France d'avoir réussi l'exploit de s'imposer en arbitre sur les terrains de football de la Premier League. Celle, enfin, d'avoir fait d'un mensonge national, une vérité judiciaire, outre-Manche.

Mais la chose n'est pas rare, en France, quand la politique se mêle de la justice.

L'un des exemples le plus célèbre est l'affaire Caillaux. Le 16 mars 1914, Henriette Caillaux, épouse de Joseph Caillaux, ancien ministre de l'Intérieur et ancien chef du gouvernement (encore un) sous la III^e République, assassine Gaston Calmette, le directeur du journal *Le Figaro*, pour se venger de la campagne de calomnie sans précédent qu'il a organisée contre son mari.

C'est à la direction du *Figaro*, dans son bureau, qu'elle le tue, en tirant sur lui plusieurs balles avec une arme à feu. Elle se rend ensuite volontairement à la gendarmerie et reconnaît son crime. Mais à l'issue de son procès, Henriette Caillaux est acquittée. La Cour d'assises considère qu'il n'y a eu ni meurtre, ni préméditation.

Et même si la vérité est qu'Henriette a tué Gaston Calmette, la vérité judiciaire affirme que madame Caillaux n'a pas commis ce crime. Magie d'une rencontre, celle de la politique et de la justice, qui décide un jour que la quenelle est antisémite et que Gaston Calmette est toujours en vie.

Quitte à ce qu'elle soit inepte, nous préférons la bouche de la justice quand elle innocente que lorsqu'elle condamne.

Le pire, pour le gouvernement français et certaines associations antiracistes, c'est d'avoir souillé l'Histoire pour combattre un humoriste. C'est d'avoir inversé le sens du symbole de la victoire contre le nazisme pour salir la quenelle. Car le geste qui exprime la chute du nazisme est précisément le salut nazi inversé.

Le salut nazi inversé, c'est ce bras tendu vers le sol, du soldat de bronze, incontournable à Berlin, qui trône sur le mémorial soviétique de Tiergarten, érigé en mémoire des 81 116 soldats de l'Armée rouge morts durant la bataille de Berlin, la bataille la plus meurtrière et la plus décisive de la Seconde Guerre mondiale, celle qui a mis fin au III^e Reich.

Monumental, le soldat est debout sur un piédestal de marbre. Son bras gauche tendu vers le sol, salut nazi inversé, symbolise la chute du nazisme et la victoire de l'Armée rouge. Derrière lui, sous les tombes, reposent cinq mille soldats soviétiques.

Devoir de mémoire.

Sous la statue, une inscription en russe :

*Gloire éternelle aux héros tombés dans la bataille
contre les occupants fascistes allemands pour la liberté
et l'indépendance de l'Union Soviétique.*

Ceux qui se sont empressés de condamner Dieu-
donné au nom du devoir de mémoire sont les pre-
miers à avoir oublié ce devoir.

La quenelle, un salut nazi inversé ? Non, c'est le
salut nazi inversé qui est une belle quenelle.

Au nazisme.



IV — Divine surprise

*Les yeux de tous se tournent vers toi
et espèrent, Seigneur.*

Devise de Nantes, 1565 — 1816

De par l'édit de tolérance, Nantes évoque bien des souvenirs pacifiants dans la mémoire collective des Français. C'est un bien piètre hommage que d'y avoir entamé une polémique que cette ville ne méritait pas.

Pendant les vacances scolaires, entre deux réveillons, Noël et la Saint-Sylvestre, période de réjouissances familiales et de disette médiatique, Manuel Valls lance une offensive pour occuper les ondes et les écrans télévisés. Ancien employé à la communication politique, il ne manque pas le prétexte de la diffusion de quelques secondes d'images volées du spectacle *Le Mur* de Dieudonné pour annoncer sa volonté de censurer l'humoriste.

Le premier coup ne se fait pas attendre. Le 6 janvier 2014, Manuel Valls déclare officiellement la guerre à l'humoriste, en adressant une circulaire au préfet de police, aux préfets de France et au préfet de police des Bouches-du-Rhône, pour interdire ses spectacles et ruiner sa tournée.

Le *Vocabulaire juridique* Cornu rappelle qu'une circulaire est *une instruction adressée par un supérieur hiérarchique au personnel placé sous son autorité et qui, destinée à guider l'action des fonctionnaires et agents dans l'application des lois et règlements, ne contient en principe aucune décision à l'égard des administrés; mesure d'ordre intérieur, non susceptible de critique contentieuse devant les tribunaux que, par ailleurs, elle ne lie pas.*

Une circulaire est donc une note d'information, un document interne à l'administration, qui ne crée pas de nouveaux droits.

L'objet de la circulaire de Manuel Valls est la *Lutte contre le racisme et l'antisémitisme — manifestations et réunions publiques — Spectacles de M. Dieu-donné M'Bala M'Bala*. Le ministre y développe d'abord sa piètre opinion du travail de l'humoriste, de l'intelligence de ses spectateurs et du geste populaire de la quenelle.

Ensuite, la circulaire fait uniquement allusion à des propos humoristiques concernant la communauté juive. Cette prévalence est d'ailleurs assumée dans son objet, qui distingue racisme et antisémitisme. Se voulant charitable, Manuel Valls prend néanmoins la peine de conclure, en élargissant sa générosité de manière pléthorique à *la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et toutes formes de discrimination et les initiatives de sensibilisation et de pédagogie préventives contre les comportements racistes, antisémites, antimusulmans ou intolérants.*

Paradoxe de ceux qui prétendent lutter contre le racisme mais qui prennent toujours le soin de distinguer les racismes par communauté. Ceux qui subissent chaque jour le racisme savent bien que communautariser la lutte contre le racisme, c'est aussi du racisme.

La circulaire fait donc la seule chose qu'on peut attendre d'elle, elle circule.

Mais l'emballage ministériel ne trompe pas les meilleurs juristes. Texte médiocre, cette circulaire matérialise surtout les sentiments du ministre envers Dieudonné et sa volonté de l'interdire. Pierre Joxe, ancien ministre socialiste et ancien membre du Conseil constitutionnel, commente avec bienveillance la copie de Manuel Valls : *J'avais de meilleurs conseillers juridiques que lui.*

La circulaire ne fait absolument pas la démonstration du caractère prétendument raciste du spectacle de Dieudonné, auquel elle ne s'intéresse même pas. En effet, pas un seul propos du spectacle *Le Mur* n'y est reproduit. La circulaire n'est pas prise pour lutter contre le racisme, mais pour tenter d'habiller juridiquement des ardeurs de censure.

Rien de surprenant pour autant. Dans l'histoire de la République française, la phobie des caricaturistes de talent a toujours été une affliction répandue parmi les agents ambitieux de l'État chargés du maintien de l'ordre public. Ainsi, en 1835, le ministre de l'Intérieur (encore un) Adolphe Thiers déclarait : *Il n'y a rien de plus dangereux [...] que les*

caricatures infâmes, les dessins séditieux, il n'y a pas de provocation plus directe aux attentats. À l'époque, c'est le peintre et caricaturiste Honoré Daumier qui est persécuté par les autorités. Menaces, poursuites, amendes et même incarcération à la prison parisienne de Sainte-Pélagie.

Caricaturiste des bourgeois, ennemi de l'autorité et des petits arrangements entre les puissants, lithographe au service des opprimés malgré les lois de censure alors en vigueur, l'immense talent d'Honoré Daumier fit dire à Charles Beaudelaire qu'il était *l'un des hommes les plus importants, [...] pas seulement de la caricature, mais encore de l'art moderne.* Il est considéré aujourd'hui comme l'un des plus grands peintres du XIX^e siècle.

Comme le racisme se trompe de colère, la censure, elle, se trompe toujours d'ennemi. Et près de deux siècles plus tard, l'action de Manuel Valls ne fait pas autre chose.

Si ce sont les mots de Dieudonné qui dérangent le ministre, pourquoi ne pas l'affronter avec d'autres mots plutôt que de l'empêcher de les prononcer ? Hypothèse : il est plus facile d'interdire que de contredire, de combattre que de débattre, de frapper que de discuter. Agacé, le meneur de bandes ne sait que menacer celui qui lève trop souvent la main en classe pour le priver de parole.

D'un point de vue juridique, la circulaire évoque la jurisprudence administrative applicable en matière de spectacles et de liberté de réunion, avec

l'arrêt de principe *Benjamin* du Conseil d'État en date du 19 mai 1933. Elle propose en outre la combinaison de deux critères pour justifier l'interdiction : le contenu indigne du spectacle (arrêt *Commune de Morsang-sur-Orge* du 27 octobre 1995) et le casier judiciaire de l'humoriste.

Les grands arrêts du Conseil d'État sont passionnants, ils racontent l'histoire de France.

René Benjamin est un écrivain et un conférencier français. Lauréat du prix Goncourt en 1915, il a donné près de mille quatre cents conférences à travers le monde. Il raconte d'ailleurs ses expériences inédites dans son ouvrage *La table et le verre d'eau*. C'est une conférence qu'il doit donner à Nevers qui pose problème, une conférence littéraire à propos de *deux auteurs comiques, Courteline et Sacha Guitry*. Mais ses prises de position critiques et répétées contre le personnel de l'enseignement laïque provoquent la colère des instituteurs syndiqués qui font savoir au maire neversois (ou nivernais) qu'ils s'opposeraient par tous les moyens à la prise de parole publique de l'orateur. Une campagne de propagande est lancée : presse, tracts, affiches et bien sûr, une contre-manifestation est organisée. Le maire de Nevers prend alors des arrêtés d'interdiction, et René Benjamin les conteste devant le Conseil d'État, en se fondant sur le détournement de pouvoir et la liberté de réunion.

La France des années 1930 est véritablement une décennie troublée, crise économique de 1929, instabilité ministérielle chronique, insurrection

des ligues, victoire et défaite du front populaire. Si les temps sont extraordinaires, les juristes qui officient au Conseil d'État ont conscience de la valeur des libertés publiques d'autant que dans les pays voisins — l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie sont en train de naître — ces libertés commencent à être sérieusement attaquées.

Le Conseil d'État annule donc les arrêtés du maire de Nevers et pose le principe de la liberté de réunion avec l'arrêt *Benjamin*. Le Conseil d'État s'abstient cependant de répondre à la question de René Benjamin concernant le détournement des pouvoirs du maire, qui avait, peut-être, été plus inspiré par le désir de satisfaire ses amis politiques que par celui de maintenir l'ordre. La censure appelle toujours les mêmes questions qui n'obtiennent jamais de réponse.

Mais ce qui importe juridiquement, c'est que pour interdire légalement une réunion, désormais, *il faudra que la menace à l'ordre public soit exceptionnellement grave et que le maire ne dispose pas des forces de police nécessaires pour permettre à la réunion de se tenir tout en assurant le maintien de l'ordre.*

Pour interdire Dieudonné, un trouble exceptionnel à l'ordre public est donc nécessaire.

C'est pour cette raison qu'Arno Klarsfeld, ancien avocat et conseiller d'État, fin connaisseur de la jurisprudence administrative, puisqu'il appartient à cette juridiction, explique, pédagogue et professionnel :

Il faut des manifestations devant pour qu'il y ait une, hein, pour que les tribunaux puissent considérer qu'il y a un trouble à l'ordre public, pour que la justi... euh, pour que la décision du, euh, ministre de l'Intérieur et de la préfecture soit justifiée sur des bases légales, et les bases légales, c'est un trouble à l'ordre public, et l'ordre public ne peut être troublé que, euhhh, si euh des gen... ens manifestent.

Le ministre de l'Intérieur trouve donc son meilleur avocat au Conseil d'État. Dieudonné lui, comme n'importe quel citoyen français, n'a aucune relation au Conseil d'État. Si Manuel Valls, Arno Klarsfeld et quelques associations antiracistes parviennent à provoquer un tapage médiatique et troubler de manière sans précédent l'ordre public télévisé et radiophonique, ils ne peuvent cependant pas mobiliser assez d'opposants contre l'humoriste pour créer un trouble à ce point grave dans la rue, qu'il ne pourrait être contenu par les forces de police.

Solution : Juger indigne le contenu du spectacle, en se fondant sur l'arrêt *Commune de Morsang-sur-Orge* du 27 octobre 1995. Cet arrêt du Conseil d'État est le plus célèbre chez les étudiants en droit. Pourquoi ? Parce qu'en l'espèce, le Conseil d'État a été saisi d'une question drôle et a rendu une décision dangereuse. Drôle car il s'agit d'un spectacle dans lequel un homme se moque de son handicap pour devenir une attraction dans une discothèque. Dangereuse car le Conseil d'État a décidé à la place de cet homme ce qui est digne pour lui.

L'homme est un nain. Le spectacle, le lancer de nain.

Le lancer de nain est un jeu consistant à jeter le plus loin possible un nain revêtu d'un costume permettant à la fois de le saisir par des poignées et de le protéger dans sa chute sur un tapis de réception.

L'artiste en question, le nain, s'appelle Manuel Wackenheim. Il a la vingtaine à l'époque et mesure un mètre dix-huit. Il ne trouvait pas de travail, toujours *trop petit* pour les employeurs sollicités. Puis il décide de se lancer dans la voltige. Le spectacle est sans danger, toutes les protections nécessaires sont prévues. Avec l'équipement de sécurité, il pèse cinquante-cinq kilos et va atterrir sur un matelas rembourré.

Record à Carpentras : lancer mesuré à trois mètres quatre-vingt-douze.

Mais c'est le scandale. Indignations. Des personnalités s'insurgent dont une artiste possédant le même handicap, mais ne rencontrant pas les mêmes difficultés professionnelles que ce nain qui accepte d'être lancé.

Pourtant, Manuel Wackenheim était parvenu à trouver une dignité en se moquant de son handicap, et même en en vivant. Le lancer de nain ne le rend pas riche mais lui permet de payer ses factures. Avant l'interdiction du Conseil d'État, *être petit n'était pas un problème* pour lui.

Aujourd'hui, il vit dans un village près de Sar-

reguemines, chez sa mère. Il perçoit un revenu de solidarité et s'interroge comme tous les étudiants en droit :

Les putes gagnent bien leur vie avec leur cul. Pourquoi je ne pourrais pas être lancé en France¹ ?

Pour interdire le lancer de nain en France, le Conseil d'État a introduit, en 1995, une bombe nucléaire en droit administratif. Il a décidé que le respect de la dignité de la personne humaine était une des composantes de l'ordre public.

Critiques et inquiétudes des juristes épris des libertés publiques. En incluant le respect de la dignité de la personne humaine dans l'ordre public, le Conseil d'État se donne les moyens d'imposer sa morale, de dire aux Français ce qui est bien et ce qui est mal.

Explication : Depuis des lois anciennes de 1789, 1790 et 1884, l'ordre public dont l'État doit assurer le maintien est composé de trois éléments distincts : la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique. La sécurité publique est relative à la protection des personnes et des biens. La salubrité concerne l'hygiène et la santé. Enfin, la tranquillité publique se rapporte aux manifestations et autres tapages.

En clair, l'État doit garantir *le bon ordre*, la paix publique, c'est-à-dire un environnement paisible

¹ «Portrait de Manuel Wackenheim», *Libération* du 30 janvier 2014.

pour que les citoyens puissent jouir normalement de leurs droits. L'ordre public se définit donc par le contexte matériel et extérieur dans lequel évoluent les citoyens. Or, aucun de ces éléments n'est touché par le lancer de nain.

Alors, en 1995, pour interdire le lancer de nain, le Conseil d'État fait entrer une nouvelle composante dans l'ordre public, la dignité de la personne humaine. Cette notion permet automatiquement et à elle seule de justifier une interdiction. Il suffit pour cela de décider que le contenu du spectacle est indigne pour l'interdire.

Peu importent les libertés de l'artiste et de ses spectateurs. Il s'agit de les protéger contre l'atteinte qu'ils portent de manière consciente ou non à leur propre dignité.

Juger de la sorte permet de prendre des mesures de police qui ne se contentent pas d'intervenir pour empêcher les désordres matériels et extérieurs, mais aussi les désordres moraux. Cela conduit à pénétrer la liberté de conscience et à créer un ordre moral.

Dans une dictature ou tout autre régime hostile aux libertés publiques, l'ordre moral est le moyen normal d'imposer une manière de penser et de faire. En démocratie, la tendance à l'ordre moral est une réaction dégénérée qui ronge les libertés.

Alors en France, en 2014 comme en 1995, le problème est le suivant : quels sont les critères qui permettent de juger qu'une activité est indigne ?

Comment le Conseil d'État peut-il dire ce qui est bien ou ce qui est mal ? En fonction de la morale de ses membres ? Des mœurs du président de la République ? De la religion des membres du gouvernement ? Du bruit des indignés ?

L'un des plus grands professeurs de droit public et de droit constitutionnel, Guy Carcassonne, parti trop tôt en 2013, commente en 2009 l'interdiction du lancer de nain :

Le Conseil d'État avait considéré bon de laisser à des tiers le soin d'apprécier la dignité d'un nain, sans doute trop petit pour en juger lui-même, le privant ainsi du travail et de la source de revenus qu'il s'était ménagés. Un principe éminent avait ainsi été mobilisé pour dissuader les distractions de mauvais aloi. Plus de quinze ans après, le nombre et la fréquence des distractions douteuses semblent n'avoir pas vraiment decru. En faire le tri n'entraîne sans doute pas dans l'office du juge. Le principe de la dignité de la personne humaine, ainsi appliqué, inquiète plus qu'il ne sauvegarde.

Le lancer de nain est considéré attentatoire à la dignité de la personne humaine, uniquement parce que le Conseil d'État en a décidé ainsi. Une dignité qui n'est définie par personne, mais que le juge administratif prétend protéger. La dignité de la personne humaine n'est donc qu'une arme juridique de destruction que le Conseil d'État emploie pour interdire les manifestations qui lui déplaisent, qu'il s'agisse d'un nain volant hier ou d'un géant du rire aujourd'hui.

On relève cependant que Manuel Valls ne s'est pas ému du numéro de l'homme-canon réalisé à chaque représentation du cirque Amar en 2014, pour fêter ses quatre-vingt-dix ans. La tournée de ce cirque mythique et itinérant coïncidait pourtant avec celle de Dieudonné. Or, le numéro de l'homme-canon consiste à faire d'un homme un projectile, et à le lancer sur une distance de 30 mètres, au moyen d'un canon. À chaque projection, l'homme risque la mort.

Seulement voilà, l'artiste de cirque qui joue au boulet de canon pour distraire le public n'est pas un nain. Il est donc suffisamment grand pour ne pas porter atteinte à la dignité de la personne humaine. Pour les maires, les préfets et le Conseil d'État, risquer sa vie et son corps pour distraire le public n'est donc pas une atteinte à la dignité de la personne humaine. Pourtant, le Conseil d'État avait utilisé cette notion pour protéger le corps du nain d'une utilisation dégradante.

Nouvelle difficulté pour les conseillers juridiques de Manuel Valls. Dans son spectacle, Dieudonné n'inflige aucun traitement particulier à son corps. Il ne fait que parler. Il n'existe aucun rapport entre son spectacle et le lancer de nain. Dans ces conditions, les auteurs de la circulaire proposent d'ajouter un dernier élément pour aider à l'interdiction, le casier judiciaire de l'artiste.

Prenons la mesure de cette proposition. Sept condamnations définitives figurent au casier judiciaire de Dieudonné, nombre que la circulaire

estime suffisant pour lui interdire de prendre la parole. Étonnant, quand on sait, comme tous les praticiens du droit pénal de la presse, que les directeurs de publication de la plupart des journaux d'information possèdent eux, en cette qualité, plusieurs dizaines de condamnations sur leur casier judiciaire.

Pour autant, ces personnes, biens connues du grand public, continuent d'exercer tranquillement leur métier. Bien que ces responsables éditoriaux puissent être considérés comme des délinquants multirécidivistes, l'exercice de leur liberté d'expression n'est jamais inquiété. Au contraire, ils demeurent les commentateurs réguliers de l'actualité. Rien de plus normal, un directeur de publication sait, lorsqu'il accepte son poste, qu'il devra faire le sacrifice de son casier judiciaire pour mener à bien son journal. Sauf à publier des articles qui ne dérangent personne.

Respecter la logique de la circulaire conduirait à priver de parole tous ceux dont c'est le métier. Faire une société où il serait interdit de rire et de s'informer.

Retour à Nantes et ses environs.

La circulaire est arrivée. Mais ici, on fait l'histoire. On ne raconte pas d'histoires. Charles Gautier, maire de la ville de Saint-Herblain où se situe le Zénith de Nantes, refuse de prendre l'arrêté, gêné par la coïncidence des actions engagées contre Dieudonné et les prochaines élections municipales.

N'étant pas candidat à sa réélection, cette circonstance lui a peut-être permis de préférer la défense de la liberté d'expression à celle de son siège.

Le préfet, subordonné du ministre de l'Intérieur, se substitue donc au maire et prend un arrêté d'interdiction motivé par tous les éléments contenus dans la circulaire. La décision est attaquée devant le juge des référés du Tribunal administratif de Nantes.

9 janvier 2014, 14 h 30. Mauvaise surprise pour Manuel Valls. Le juge administratif de Nantes suspend l'arrêté du préfet pour des motifs simples et évidents : le casier judiciaire de l'humoriste Dieudonné ne permet pas de déduire son intention de tenir des propos pénalement répréhensibles, le spectacle *Le Mur* est joué depuis des mois à Paris et ne provoque aucun trouble à l'ordre public, le préfet doit avoir les moyens de maintenir l'ordre public en cas de manifestations, et surtout, l'interdiction du spectacle est une atteinte grave et injustifiée à la liberté d'expression.

15 h 00. Manuel Valls fait appel de cette décision.

15 h 30. Le Conseil d'État annonce que l'audience en appel aura lieu à 17 h 00. Le Tribunal administratif de Nantes est distant de trois cent quatre-vingt-six kilomètres de Paris, soit quatre heures de route en voiture dans des conditions de circulation normale ou trois heures en prenant un train direct puis un taxi. Notre confrère Jacques Verdier, qui gère le contentieux administratif de

l'humoriste, est donc mis dans l'impossibilité matérielle de venir à Paris pour défendre Dieudonné devant le Conseil d'État.

16 h 30. Toutes affaires cessantes, nous convenons avec notre confrère Pierre Ricard, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, de nous y retrouver à 17 h 00.

Trente minutes pour se préparer à une nouvelle bataille de France, défendre la liberté d'expression. Au chauffeur de taxi, l'adresse du Conseil d'État, 1, place du Palais Royal, premier arrondissement de Paris. Sur le trajet, juste le temps de traverser la ville et la nuit d'exil d'Aragon : *Reverrons-nous jamais le paradis lointain, les Halles, l'Opéra, la Concorde et le Louvre, ces nuits t'en souvient-il quand la nuit nous recouvre, la nuit qui vient du cœur et n'a pas de matin.* Trente minutes d'espoir, trente minutes où l'on se souvient qu'en France, il est encore permis de rire de tout.

V — Troubles au Conseil d'État

Mais la morale est, par excellence, la religion de ceux qui n'en ont pas.

Jean Carbonnier,
« La religion, fondement du droit ? »
in *Droit et religion*,
Archives de Philosophie du Droit.

La vida es sueño. Se réveiller est une déception qui permet de perdre ses illusions. Voilà une explication du *desengaño*, un mot espagnol impossible à traduire exactement en français et qui est au cœur du chef-d'œuvre de Caldéron, *La vie est un songe*. Le *desengaño* est un désenchantement salutaire ; comme un départ, il fait vivre une mort et une naissance en même temps.

Rue Saint-Honoré.

Le Conseil d'État a souvent été une institution sublime. Il a rassemblé certaines des plus grandes figures de la République. Face au musée du Louvre, au sein du Palais Royal, sont pensés, avec un luxe de précisions et une logique raffinée, la jurisprudence administrative française et les avis au gouvernement. C'est le lieu où les plus brillants élèves

de l'École Nationale d'Administration commencent et/ou finissent leurs carrières.

Le Conseil d'État doit parfois affronter des situations extraordinaires. Il lui arrive, lorsqu'il se montre à la hauteur de l'événement, de rendre un grand arrêt de la jurisprudence administrative qui impose l'admiration des juristes et des cours suprêmes européennes et étrangères.

Après la décision du Tribunal administratif de Nantes, qui considérait injustifiée l'interdiction du spectacle de Dieudonné, le Conseil d'État a fixé l'audience d'appel du ministre le jour même en moins de deux heures.

Ce n'est pas la première fois que le Conseil d'État statue en urgence. Le 19 octobre 1962, l'assemblée plénière du contentieux avait déjà rendu l'arrêt *Canal* in extremis. La guerre d'Algérie est terminée. Elle a vécu presque huit ans, en tout. Elle a achevé un régime et en a fait naître un nouveau. Elle a duré autant sous la IV^e que sous la V^e République. Séquelles infinies qui attendent réparations.

Par référendum en date du 8 avril 1962, le peuple français a ratifié les accords d'Évian et autorisé le président de la République, le général de Gaulle, à prendre des mesures législatives ou réglementaires pour mettre en œuvre ces accords. Ainsi, le général de Gaulle a créé, par ordonnance, une Cour militaire de justice pour juger les auteurs de certaines infractions commises pendant la guerre

d'Algérie. Les décisions de cette cour ne pouvaient pas être contestées par voie d'appel.

Le 17 septembre 1962, la Cour a condamné à mort monsieur Canal. Avant l'exécution de la sentence, ce dernier a présenté un recours devant le Conseil d'État pour contester la légalité de la création de cette Cour de Justice et, par voie de conséquence, sa condamnation.

En résumé, monsieur Canal ne demandait rien de moins au Conseil d'État que d'annuler une ordonnance prise par le général de Gaulle en conformité avec le référendum voté par les Français. L'exécution de monsieur Canal était prévue le 20 octobre 1962. Le Conseil d'État a rendu son arrêt le 19 octobre 1962. Il a annulé l'ordonnance attaquée en considérant que les circonstances de la guerre d'Algérie et des accords d'Évian ne justifiaient pas les graves atteintes aux principes fondamentaux du droit pénal, notamment l'exclusion de voies de recours contre les jugements de la Cour militaire de justice.

À un jour près, le Conseil d'État a sauvé la vie d'un homme et l'a rendu immortel avec cet arrêt qui porte son nom. En dépit du climat politique agité et des pressions probables, le Conseil d'État s'est rangé du côté d'un condamné à mort et s'est dressé face au général de Gaulle pour lui indiquer que *les circonstances* de la guerre d'Algérie ne suffisaient pas à justifier ses excès de pouvoir.

Temps mythiques où des hommes extraordi-

naires qui avaient une certaine idée du droit résistaient à un homme extraordinaire qui avait une certaine idée de la France.

Retour au présent. Conseil d'État, 9 janvier 2014, 17 h 00. La police encadre l'institution. Les services de sécurité nous indiquent que le standard de la juridiction explose d'appels de menaces de mort de la part de ceux qui souhaitent l'interdiction de Dieudonné.

Nous sommes dans l'aile sud-est du Palais Royal, dans la chambre du contentieux. Cette chambre se situe à l'exact emplacement de la salle des spectacles, construite en 1640 par Lemer cier pour Richelieu. Détruite à deux reprises par des incendies, cette salle fut reconstruite dans la partie ouest du palais où se trouve aujourd'hui la Comédie-Française. Malédiction, prémonition. Une salle d'audience n'est pas une salle de spectacle. Chacun à sa place, les magistrats d'un côté, les comédiens de l'autre.

Ce soir-là, plus aucune place n'est libre sur les bancs du public de la chambre du contentieux. Une foule est également massée, debout à l'entrée. La presse est là pour assister au dénouement du bras de fer engagé par Manuel Valls contre l'humoriste. La salle est comble.

Deux rangées de pupitres en bois, parallèles aux murs pourpres et dorés, se font face. L'une est surélevée, l'autre est de plain-pied. Au fond de la salle, au centre, le bureau du juge des référés. Nous pre-

nous place aux côtés de nos confrères Pierre Ricard et Jérôme Rousseau, avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation. Face à nous, la représentante du ministre de l'Intérieur.

Pour arbitre, Bernard Stirn, le président de la prestigieuse section du contentieux, nous fait l'honneur de siéger. Parfaite incarnation du fonctionnaire ayant réussi par le haut, il a été formé à Sciences-Po Paris et à l'ENA. Homme prudent, il a fait la majeure partie de sa carrière au Conseil d'État et enseigne aussi depuis des années dans ces deux écoles qui l'ont vu passer comme élève. En outre, il a écrit un petit ouvrage dont les étudiants sont friands, au titre plein d'espoir : *Les libertés en question*.

La représentante du ministre de l'Intérieur, qui est la partie appelante, présente ses observations orales en premier. Elle soutient que le contenu du spectacle *Le Mur* porte atteinte à la dignité de la personne humaine et en cite quelques phrases pour étayer sa thèse. Par ses citations, elle isole des bouts de phrases qui dénaturent le spectacle. Cette technique bien connue des spécialistes en communication consiste à extraire des phrases de leur contexte, de leur mise en scène, de leur interprétation (grimace, gestuelle, accent et costume) afin d'en donner une interprétation arbitraire.

Un exemple permet de saisir l'efficacité et la déloyauté du procédé. Voyez ce tableau français qui mesure 2,60 m par 3,25 m, soit 9 mètres carré.

Isolons un détail, faisons une découpe, une bande verticale de deux mètres carré. Il s'agit d'une jeune femme, pieds nus, un habit blanc épouse la courbe de ses hanches, à peine tenu à la taille par une ceinture, et les épaules nues, bien droites, plongent vers des seins rosés et généreux. Image obscène ? Pornographie ? En 2006, le ministère de l'Éducation de la Turquie exigea la suppression de ce tableau d'un manuel scolaire en raison de cette héroïne dénudée.

À présent, replaçons le détail dans la toile, le plan de coupe dans le tableau. Il s'agit de *La liberté guidant le peuple*, le chef-d'œuvre d'Eugène Delacroix. La femme aux seins nus est l'allégorie de la liberté, elle est au milieu du champ de bataille opposant le peuple et les troupes royalistes, elle porte un bonnet phrygien, elle lève haut le drapeau bleu, blanc, rouge.

Découper, détacher, isoler un élément d'une œuvre artistique permet de lui donner le sens que l'on souhaite, de lui faire dire n'importe quoi, d'en demander la censure.

Nous plaçons.

Selon nous, l'arrêt *Commune de Morsang-sur-Orge* est dangereux car le critère de l'atteinte à la dignité de la personne humaine permet de tout interdire ; d'ailleurs, en 2010, le Conseil d'État lui-même avait déconseillé au gouvernement l'utilisation de ce critère pour justifier l'interdiction du port du voile intégral, considérant le principe de libre

arbitre et d'autonomie personnelle consacré par la Cour européenne des droits de l'homme.

Et si certains propos de l'humoriste déplaisent à ses opposants, ils ont toujours la liberté de ne pas se rendre à ses représentations. Alors pourquoi retirer à tous ceux qui apprécient Dieudonné la liberté d'assister à ses spectacles ? Pourquoi laisser les détracteurs de Dieudonné décider pour ceux qui comprennent son humour ?

L'arrêt *Commune de Morsang-sur-Orge* a également interdit le lancer de nain parce qu'il n'existait aucune infraction pénale pour en condamner la pratique. Or, il existe des qualifications pénales permettant de sanctionner des propos répréhensibles, injure et diffamation, par exemple. En l'espèce, il n'existe, par rapport au droit pénal, aucun vide juridique à combler. Par conséquent, le juge administratif des référés n'a pas à disputer les compétences du juge judiciaire.

Le juge se retire pour délibérer. Trente minutes.

Trente minutes pour interdire un spectacle qui dure une heure et quinze minutes en intégralité. De plus, le magistrat n'a pas pu voir le spectacle puisqu'il n'existait pas de vidéo. Il n'avait à disposition que la retranscription du texte intégral réalisée par les services du ministère de l'Intérieur. Paradoxe. Lorsque le Conseil d'État se prononce sur l'interdiction d'un film jugé immoral, les juges le visionnent toujours en présence des avocats et des parties. Et ils ont raison.

Qui pourrait juger un opéra sur une partition ? Qui pourrait comprendre le succès de Verdi en lisant le livret de *La traviata* ? Qui pourrait soutenir que *La Dame aux camélias* est un livre sur la prostitution ? Probablement quelqu'un qui n'a jamais vu un opéra, qui n'a jamais lu Alexandre Dumas.

Mais là, il fallait juger vite. Avant que Dieu-donné ne monte sur la scène du Zénith de Nantes. Le juge interdit donc l'humoriste :

Vu les décisions du Conseil d'État, statuant au contentieux, Benjamin du 19 mai 1933, commune de Morsang-sur-Orge du 27 octobre 1995 et Mme Hoffman-Gleman du 16 février 2009 ;

Considérant [...] qu'au regard du spectacle prévu, tel qu'il a été annoncé et programmé, les allégations selon lesquelles les propos pénalement répréhensibles et de nature à mettre en cause la cohésion nationale relevés lors des séances tenues à Paris ne seraient pas repris à Nantes ne suffisent pas pour écarter le risque sérieux que soient de nouveau portées de graves atteintes au respect des valeurs et principes, notamment de dignité de la personne humaine, consacrés par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et par la tradition républicaine ; qu'il appartient en outre à l'autorité administrative de prendre les mesures de nature à éviter que des infractions pénales soient commises ; qu'ainsi, en se fondant sur les risques que le spectacle projeté représentait pour l'ordre public et sur la méconnaissance des principes au respect desquels il incombe aux autorités de l'État de veiller, le préfet de la Loire-Atlantique n'a pas

commis, dans l'exercice de ses pouvoirs de police administrative, d'illégalité grave et manifeste.

Cette ordonnance est remarquable.

Tout d'abord, elle interdit a priori le spectacle de Dieudonné sur la base d'infractions virtuelles. Le Conseil d'État crée donc un nouveau principe, la présomption de culpabilité. Grande illusion. La présomption d'innocence garantie par la loi a disparu pour Dieudonné. L'humoriste est présumé coupable, quoiqu'il dise, quoiqu'il fasse.

Ensuite, l'ordonnance de Bernard Stirn vise l'avis *Mme Hoffman-Glemane* du 16 février 2009, qui a notamment pour objet les réparations pécuniaires dues par l'État français à des descendants des victimes de la déportation durant la Seconde Guerre mondiale :

Pour compenser les préjudices matériels et moraux subis par les victimes de la déportation et par leurs ayants droit, l'État a pris une série de mesures, telles que des pensions, des indemnités, des aides ou des mesures de réparation [...] la réparation des souffrances exceptionnelles endurées par les personnes victimes des persécutions antisémites ne pouvait toutefois se borner à des mesures d'ordre financier. Elle appelait la reconnaissance solennelle du préjudice collectivement subi par ces personnes, du rôle joué par l'État dans leur déportation ainsi que du souvenir que doivent à jamais laisser, dans la mémoire de la nation, leurs souffrances et celles de leurs familles.

Or, il est observé que les mesures d'indemnisation des préjudices causés par l'esclavage ont été supprimées de la loi Taubira, bien avant son vote. Le président de la République, François Hollande, a également rappelé, le 10 mai 2013, journée de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, qu'il s'opposait au principe de réparation pécuniaire de ce crime contre l'humanité en citant Aimé Césaire :

C'est l'impossible réparation. Ce qui a été a été. « Il y aurait une note à payer et ensuite ce serait fini », écrivait-il... « Non, ce ne sera jamais réglé. » L'Histoire ne s'efface pas. On ne la gomme pas. Elle ne peut faire l'objet de transactions au terme d'une comptabilité qui serait en tous points impossible à établir. Le seul choix possible, c'est celui de la mémoire, et c'est la vigilance, et c'est la transmission.

Le principe de non-indemnisation envers les descendants d'esclaves a été une nouvelle fois rappelé par le président de la République le 10 mai 2014.

Dès lors, on peut comprendre qu'un humoriste noir qui dénonce le racisme sur scène depuis plus de vingt ans aborde dans ses spectacles la différence de traitement des communautés par l'État. Et les tensions qui résultent de cette discrimination.

Fin de l'audience.

Les agents de sécurité nous confient que le standard explose toujours d'appels téléphoniques, mais cette fois, il s'agit d'insultes provenant des parti-

sans de l'humoriste. Devant le Zénith de Nantes, les milliers de spectateurs restent des heures avant de se résigner à rentrer chez eux, dans le plus grand calme.

10 janvier 2014, deuxième audience, Conseil d'État, 17 h 00. Les bancs du public sont clairsemés. Le Tribunal administratif de Tours a confirmé l'arrêté d'interdiction. C'est Dieudonné qui est appelant. Le juge des référés est Jacques Arrighi de Casanova. Un autre magistrat bien connu dans le monde feutré du droit administratif et des serveurs de l'État. Il est président adjoint de la section contentieuse du Conseil d'État.

Quarante minutes plus tard, le juge des référés a tranché, l'interdiction est confirmée. Le contenu du spectacle est indigne et constitue à lui seul un trouble à l'ordre public. Un spectacle que ce juge n'a pas vu, lui non plus.

Considérant qu'au vu des éléments dont il disposait, le juge des référés de première instance a pu estimer, à bon droit, qu'au regard du spectacle prévu, tel qu'il a été annoncé et programmé, les allégations selon lesquelles les propos pénalement répréhensibles, de nature à porter de graves atteintes au respect de valeurs et principes tels que la dignité de la personne humaine et à provoquer à la haine et la discrimination raciales, relevés lors des séances tenues à Paris, ne seraient pas repris à Tours ne suffisent pas pour écarter le risque sérieux que le spectacle prévu constitue lui-même une menace d'une telle nature à l'ordre public.

La tournée est en péril. Mais Dieudonné est un artiste. Il a écrit un nouveau spectacle, *Asu Zoa*, qui signifie la face de l'éléphant. Il ne jouera plus *Le Mur*. Aragon avait choisi la poésie de contrebande pour déjouer la censure, Dieudonné, l'humour de contrebande. La censure décuple l'imagination.

11 janvier 2014, Conseil d'État, 16 h 00. Les bancs du public sont quasiment vides. Le Tribunal administratif d'Orléans a lui aussi confirmé l'interdiction du spectacle. Le juge des référés de ce jour est également un excellent magistrat, Edmond Honorat, président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État. Dieudonné est encore appelant. Nous plaillons la représentation du nouveau spectacle, *Asu Zoa*, et l'abandon du spectacle *Le Mur*.

Quarante minutes plus tard, le juge des référés a tranché. Il considère que le spectacle constitue en lui-même un trouble à l'ordre public. Mais quel spectacle, celui que personne n'a encore vu ?

Considérant qu'au vu des éléments dont il disposait, le juge des référés de première instance a pu estimer, à bon droit, qu'au regard du spectacle prévu, tel qu'il a été annoncé et programmé, les allégations selon lesquelles les propos pénalement répréhensibles, de nature à porter de graves atteintes au respect de valeurs et principes tels que la dignité de la personne humaine et à provoquer à la haine et la discrimination raciales, relevés lors des séances tenues à Paris, ne seraient pas repris à Orléans ne suffisent pas pour écarter le risque

sérieux que le spectacle prévu constitue lui-même une menace d'une telle nature à l'ordre public.

Bilan. Le spectacle *Le Mur* a été annulé à Nantes, Tours et Orléans. Encore une fois, c'est la province que l'on méprise depuis Paris.

Plus de cinquante ans après l'arrêt *Canal*, ces trois ordonnances nous donnent le sentiment que le Conseil d'État s'est réuni dans l'urgence simplement pour sauver les apparences, aux dépens de la carrière d'un artiste.

Nous quittons le Palais Royal. Fin de la comédie. Des hommes ordinaires ont affronté une situation extraordinaire.

Desengaño.

VI — Public en ordre

L'humour a été pour moi tout au long du chemin, un fraternel compagnonnage; je lui dois mes seuls instants véritables de triomphe sur l'adversité. Personne n'est jamais parvenu à m'arracher cette arme, et je la retourne d'autant plus volontiers contre moi-même, qu'à travers le « je » et le « moi », c'est à notre condition profonde que j'en ai. L'humour est une déclaration de dignité, une affirmation de la supériorité de l'homme sur ce qui lui arrive.

Romain Gary,
La promesse de l'aube

Les plus hautes autorités de l'État s'interrogent sur le public de Dieudonné. Sur ces Français, ces spectateurs, ces centaines de milliers de personnes dans les salles de spectacle, ces millions de gens devant les vidéos de l'humoriste postées sur internet. On aime ou on n'aime pas. Mais ceux qui aiment adorent. Ils adorent parce qu'il est le meilleur. Parce que Dieudonné fait ce qu'il dit et dit ce qu'il fait. Il fait rire.

Pourquoi les spectateurs de Dieudonné aiment-ils tant rire ? Peut-être parce qu'ils savent, comme Gustave Flaubert, que *c'est quelque chose, le rire : c'est le dédain et la compréhension mêlés, et en somme la plus haute manière de voir la vie.*

Mais l'État ne veut pas les comprendre. Le ministre de la Justice est désorienté par *ce public dont la sociologie reste à saisir et les ressorts du rire à cerner*. Le ministre de l'Intérieur, plus dogmatique, lui, s'énerve *que des gens aillent à des spectacles où on rigole [...] du racisme, je dis que dans la France du XXI^e siècle, avec l'histoire qui est la nôtre, avec ce que nous avons connu, ça n'est pas possible, c'est insupportable [...] ces gens-là doivent savoir qu'ils ont, eux aussi, une responsabilité dans la société.*

Se rendre à un spectacle de Dieudonné serait donc une faute. Il faudrait par conséquent enseigner à ces femmes et ces hommes ce qui est bien, ce qui est mal, leur inculquer un nouveau blasphème, leur faire distinguer le bon rire de l'ivraie. En clair, les civiliser. Des sauvages, *ces gens-là* ? Heureusement, Raymond Queneau nous apporte une lumière crue sur la question, *l'humour est une tentative pour décapper les grands sentiments de leur connerie.*

Le mépris des gouvernants pour *ces gens-là* nous ramène en 1550. Et les origines espagnoles de Manuel Valls nous conduisent à la controverse de Valladolid.

La version de Jean-Claude Carrière, sa *Controverse de Valladolid*, est un débat passionnant qui

oppose principalement deux religieux, Bartolomé de Las Casas et Juan Ginés de Sepuvela. Ces derniers se disputent pour savoir si les Indiens du Nouveau Monde découvert par les explorateurs espagnols sont des sauvages qu'il faut soumettre ou bien des êtres humains comme les autres.

Au douzième chapitre du livre, le débat prend une tournure adéquate. Le prélat qui dirige les débats est inspiré :

Certains prétendent que la faculté de rire n'appartient qu'à l'homme, qu'elle est en quelque sorte l'apanage de notre espèce. On dit aussi, les Espagnols en tout cas le disent, que plus les esprits s'élèvent, plus ils aiment et savent rire. Nous allons voir si vos protégés [les Indiens] reconnaissent et apprécient, tout comme nous, la drôlerie.

Le prélat fait donc venir des bouffons pour observer les réactions des Indiens à leurs numéros. S'ils rient, ils sont humains. Dans le cas contraire, il faudra les civiliser par la force.

Le spectacle des amuseurs se déroule sans arracher le moindre rictus aux Indiens. Le débat reprend alors de manière vive entre les religieux. Les esprits s'échauffent au point que le prélat est obligé de quitter son siège pour venir séparer les deux parties qui en viennent aux mains. Ce faisant, il glisse sur une marche et s'effondre dans l'escalier. Aucune blessure sinon celle infligée à son amour-propre et à sa fierté.

Et là, les Indiens rient. Las Casas, qui soutient l'humanité des Indiens, s'écrie : *Voyez ! Ils ont ri ! Cette fois, ils ont ri !*

Cette chute ne faire rire que les Indiens, certainement pas les autorités. Et même si elle n'avait fait rire personne, cette chute n'aurait pas pu être sanctionnée autrement que par un bide. A-t-on accusé les charpentiers d'anticléricisme pour avoir construit une estrade qui a fait tomber le prélat ?

Le rire distingue l'homme de l'animal.

Mais, prouesses de l'inversion. 2014, c'est le rire qui fait débat et vient ôter l'humanité des spectateurs d'un bouffon alors qu'en 1550, c'est le rire des Indiens qui vient clore un débat et leur rendre leur humanité.

Et c'est un ministre de la V^e République, dans un régime parlementaire dont le critère est la responsabilité du pouvoir exécutif devant l'Assemblée Nationale, qui déclare *que ces gens-là, doivent savoir qu'ils ont, eux aussi, une responsabilité dans la société. Ces gens-là* qui n'ont jamais commis aucune infraction ni jamais créé de troubles à l'ordre public depuis quinze ans qu'ils assistent aux spectacles de Dieudonné.

Quand on voit les spectateurs de Dieudonné, on constate que ce sont des Français comme les autres. Des deux sexes, de tous âges, de toutes conditions, de deux origines. Les Parisiens en début de saison, et les provinciaux pendant la tournée.

On remarque d'ailleurs que le spectacle *Le Mur* a été joué pendant sept mois à Paris, sans aucune difficulté, avant que le ministre de l'Intérieur n'obtienne l'interdiction des trois premières dates de la tournée en province. Comme s'il fallait empêcher le rire de se propager dans le reste de la France. Les provinciaux, spectateurs plus méprisés encore que les Parisiens.

Le public de Dieudonné est incontestablement plus paritaire et plus représentatif du pays que les bancs de l'Assemblée Nationale ou que la table du Conseil des ministres, mais cela n'est pas difficile. Ce qui est difficile, pour le gouvernement et la majorité parlementaire, c'est d'alléger les Français des difficultés qu'ils traversent, endurent, acceptent.

Alors pour les oublier un moment, les Français se divertissent, cherchent à rire. Rien de nouveau depuis Friedrich Nietzsche, *l'homme souffre si profondément qu'il a dû inventer le rire*.

D'ailleurs, l'exemple classique du rapport entre souffrance et divertissement est le régime de Vichy, pendant lequel les théâtres connaissaient une fréquentation assidue et croissante, malgré les difficultés matérielles et la censure. Pendant l'Occupation, la scène était souvent le dernier espace de liberté pour les comédiens comme pour le public. Dans notre démocratie, pour empêcher les gens de se divertir, le gouvernement a choisi de les culpabiliser, de les accuser de racisme, plus précisément, d'antisémitisme.

La propagande suivante est martelée : *Dieudonné réunit l'antisémitisme de l'extrême-droite et celui des quartiers populaires*. Pour les ministres qui ont une lecture émotionnelle du succès de Dieudonné, le prisme antisémite ne pouvait être que le seul dénominateur commun entre ses spectateurs. Comme si prétendre lutter contre l'antisémitisme autorisait la stigmatisation des autres membres de la communauté nationale. Après le mépris des provinciaux, l'antisémitisme des banlieusards.

Quelques voix, portées par la raison, s'expriment cependant. Par exemple, notre confrère Thierry Lévy, qui ne passe pas pour être un partisan de l'humoriste, a, lui, cette analyse :

Les tirades judéophobes qui font son succès n'ont pas pour but d'exclure les juifs mais de mettre en évidence une différence de traitement à l'égard d'autres minorités. Le fait est qu'en dépit d'un antisémitisme résiduel, les juifs français ne font plus l'objet d'aucune discrimination, alors que les personnes d'origine maghrébine ou africaine, et en particulier les plus jeunes d'entre elles, sont en butte à des pratiques sociales et administratives qui leur donnent le sentiment légitime d'être défavorisées.

Mais pour Manuel Valls, dans les quartiers populaires de France, c'est-à-dire dans les quartiers pauvres, tour à tour utilisés comme des épouvantails pour les électeurs de droite et des réservoirs électoraux pour les élus de gauche, il y a trop d'antisémites et pas assez de blancs.

Une question demeure.

Pour Christiane Taubira, Dieudonné suscite chez ses spectateurs des *rires putrescents*. Par définition, il s'agirait de rires constitués de matières organiques en état de décomposition et pourris par des ferments bactériens. Sa formule est incompréhensible. Sans doute, la ministre voulait-elle parler de rires putrides pour condamner l'humour noir de l'humoriste. Mais c'était oublier à nouveau *La controverse de Valladolid* de Jean-Claude Carrière, *le rire est spontané ! Il est un réflexe naturel qui ne se prépare pas ! Il peut surgir à tout moment, même dans la tristesse, même dans la chambre d'un mort.*

Cependant, une autre controverse devrait préoccuper davantage Christiane Taubira, celle du *grand éclat de rire* de la Chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Dijon.

31 juillet 2013, Chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Dijon, audience publique.

Un de nos clients, un jeune homme noir de vingt-huit ans issu des quartiers populaires, fait appel de la décision qui l'a placé en prison. Il est innocent, il est prévenu, il n'a pas encore été jugé ni condamné pour les faits qu'on lui reproche. Le jeune homme explique à la barre les raisons pour lesquelles il souhaite être libéré.

Réaction : grand éclat de rire des magistrats.

Le lendemain, le 1^{er} août 2013, notre client reçoit dans sa cellule l'arrêt de la Chambre de l'ins-

truction. La cour refuse sa libération et décide de le maintenir en détention. Dans leur décision², les juges ont écrit que sa demande de mise en liberté et ses explications ne pouvaient *très simplement, que donner lieu à un grand éclat de rire*.

En moyenne, cent vingt prisonniers se suicident par an, soit un homme tous les trois jours. Par pendaison le plus souvent.

Question : quel adjectif choisirait le ministre de la Justice pour qualifier le *grand éclat de rire* de ces magistrats face à un innocent qui vient demander à la justice de le libérer de prison ?

Putride ou putrescent ?

² *Attendu que l'ensemble de ces manquements, parfaitement volontaires et délibérés, démontre qu'aucune confiance ne peut être accordée à Monsieur X, qui n'a jamais eu et n'a pas plus aujourd'hui la volonté de se soumettre à de quelconques contraintes, son attitude actuelle et à l'audience consistant à se chercher toutes sortes d'excuses dont la crédibilité est nulle et à revendiquer un nouveau contrat de confiance ne pouvant, très simplement, que donner lieu à un grand éclat de rire ; [...] dit que Monsieur X restera provisoirement détenu.*

VII — Défense de rire

S'il est vrai que le rire, sacrilège blasphématoire que les bigots de toutes les chapelles taxent de vulgarité et de mauvais goût, s'il est vrai que ce rire-là peut parfois désacraliser la bêtise, exorciser les chagrins véritables et fustiger les angoisses mortelles, alors, oui, à mon avis, on peut rire de tout, on doit rire de tout.

Pierre Desproges,
Tribunal des flagrants délires

Durant plusieurs semaines, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a tout fait pour tenter de censurer Dieudonné et d'imposer son sens de l'humour à la France.

Il a d'ailleurs assuré :

Moi, je sais faire la distinction entre le génie de l'humour qu'un Desproges pouvait avoir et les petits entrepreneurs de la haine.

Ce qui frappe d'abord, c'est la prétention de Manuel Valls à dire aux Français ce qui est drôle et ce qui ne l'est pas. Le ministre ne fournit pourtant aucune explication sur ses compétences à recon-

naître le genre humoristique, sinon cette référence à lui-même : *Moi, je*. Ainsi, pour le ministre, ce qui est drôle, c'est ce qui le fait rire.

Quand il s'agit de Dieudonné, c'est souvent ce réflexe égocentrique qui est utilisé par ses contempteurs pour lui dénier sa qualité d'humoriste. Ce procédé rappelle les propos tenus, lors d'un procès à la Cour d'appel de Paris le 17 octobre 2013, par un avocat général dans ses réquisitions contre Dieudonné :

Quand Desproges ou Coluche faisaient une blague sur les juifs, on voyait qu'ils ne croyaient pas ce qu'ils disaient. Vous, quand vous faites ces blagues, ça se voit que vous croyez ce que vous dites.

Ça se voit, nous dit l'avocat général.

Mais où ? Et comment ? À la couleur du visage de Dieudonné ? Sur son gros nez ? Sur ses grosses lèvres ?

Gêne palpable à l'audience. La laideur est dans l'œil de celui qui la voit.

Le débat public ou judiciaire exige d'exposer un raisonnement, et non des sentiments personnels, pour juger sagement d'une chose même quand il s'agit du rire. Et prendre le rire au sérieux implique de ne pas l'envisager à travers le prisme du sentiment.

Le sentiment, c'est précisément ce qui explique

la colère et la réaction épidermique de Manuel Valls à l'encontre de Dieudonné :

Desproges c'était de l'antisystème, Coluche c'était de l'antisystème, mais là, non, c'est de l'antisémitisme, c'est du racisme, c'est condamné par la loi et c'est insupportable de l'entendre dans les salles ou sur internet.

C'est surtout insupportable pour Manuel Valls. Et il est absolument sincère dans cette déclaration, et de la plus belle des manières puisqu'il parle avec son cœur, puisqu'il éprouve une sensibilité particulière à l'égard de la communauté juive. Il l'avoue et le revendique d'ailleurs avec force :

Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël.

Rien de plus ordinaire, donc, que de défendre la communauté de la femme que l'on aime et ce, avec d'autant plus d'énergie que l'on n'appartient pas à cette communauté mais qu'on l'a rejointe par amour.

En cela, sa démarche est comparable à l'attitude de ces nombreux Français qui se convertissent à l'islam dans les quartiers populaires pour pouvoir épouser une femme de confession musulmane, et qui doivent prouver leur engagement avec plus d'ardeur et d'ostentation que les autres. Comportement bien connu de Manuel Valls en tant qu'il fut maire d'Evry.

D'ailleurs, c'est dans cet état d'esprit qu'il rap-

pelle avec agacement qu'il n'a à recevoir de *leçons* ou de *brevet de lutte contre l'antisémitisme* de personne.

Incontestablement, l'action de Manuel Valls à l'encontre de Dieudonné est remplie de bons sentiments. Mais alors, quelle aurait été l'action du ministre de l'Intérieur si son épouse avait été rwandaise, musulmane, arménienne, chinoise, bouddhiste, algérienne, pygmée ou aborigène?

Constat: l'approche sentimentale d'une question politique n'est pas raisonnable. Elle fausse la vision de Manuel Valls. C'est pourquoi le ministre de l'Intérieur se trompe sur Dieudonné, incapable de comprendre le phénomène, et s'interroge sur l'humoriste, à l'aveugle:

Il est talentueux de quoi? [...] Aujourd'hui, il fait rire qui?

Cela, alors que le succès et le talent de Dieudonné sont incontestables. Que l'humoriste n'a aucune difficulté à remplir les plus grandes salles de France. Que ses représentations se jouent régulièrement à guichets fermés et que ses vidéos publiées sur internet sont regardées par plusieurs millions de personnes. De nombreux artistes le considèrent même comme le meilleur humoriste de leur génération.

Comment de simples sketches peuvent-ils provoquer des réactions aussi radicalement opposées? La réponse se trouve dans le détachement que chacun met à l'écoute de la parole comique. L'humour

implique, pour être accessible, une certaine distance. Cette même distance qui fait que lorsque l'on voit quelqu'un tomber dans la rue, certains rient avant de se demander s'il s'est fait mal.

Pour autant, ceux-là ne sont pas sans cœur. Ils sont comme tout le monde, ils ont des sentiments. Mais ils deviennent insensibles, le temps du rire. Le rire est purement intellectuel, il stimule des aires du cerveau et non les ventricules du cœur. Dénué d'émotion, le rire est toujours sans pitié. C'est la conclusion du philosophe français Henri Bergson, prix Nobel de littérature en 1927, dont *l'œuvre et la vie ont honoré la France et la pensée humaine* et qui a étudié sérieusement le rire.

Contrairement à Manuel Valls, Henri Bergson a expliqué sa conception de l'humour par des travaux et des réflexions qui ont abouti à un ouvrage de référence qui fait autorité : *Le rire, essai sur la signification du comique*. Sa lecture nous permet de comprendre que le rire est insensible, qu'on ne peut pas rire avec de bons sentiments, que le rire est l'expression de l'intelligence pure, que le rire allège les drames les plus graves, que les bons sentiments alourdissent les événements les plus insignifiants et à quel point le rire est intelligent et le sentimentalisme triste :

Il semble que le comique ne puisse produire son ébranlement qu'à la condition de tomber sur une surface d'âme bien calme, bien unie. L'indifférence est son milieu naturel. Le rire n'a pas de plus grand ennemi

que l'émotion. Je ne veux pas dire que nous ne puissions rire d'une personne qui nous inspire de la pitié, par exemple, ou même de l'affection : seulement alors, pour quelques instants, il faudra oublier cette affection, faire taire cette pitié.

Dans une société de pures intelligences, on ne pleurerait probablement plus, mais on rirait peut-être encore ; tandis que des âmes invariablement sensibles, accordées à l'unisson de la vie où tout événement se prolongerait en résonance sentimentale, ne connaîtraient ni ne comprendraient le rire.

Essayez, un moment, de vous intéresser à tout ce qui se dit et à tout ce qui se fait, agissez, en imagination, avec ceux qui agissent, sentez avec ceux qui sentent, donnez enfin à votre sympathie son plus large épanouissement : comme sous un coup de baguette magique vous verrez les objets les plus légers prendre du poids et une coloration sévère passer sur toutes choses.

Détachez-vous maintenant, assistez à la vie en spectateur indifférent : bien des drames tourneront à la comédie. Il suffit que nous bouchions nos oreilles au son de la musique, dans un salon où l'on danse, pour que les danseurs nous paraissent aussitôt ridicules. Combien d'actions humaines résisteraient à une épreuve de ce genre ? Et ne verrions-nous pas beaucoup d'entre elles passer tout à coup du grave au plaisant, si nous les isolions de la musique de sentiment qui les accompagne ?

Le comique exige donc enfin, pour produire tout son effet, quelque chose comme une anesthésie momentanée du cœur. Il s'adresse à l'intelligence pure.

Ainsi, le temps pour rire n'est pas le temps pour s'attendrir, pour s'apitoyer, pour compatir. À la lumière d'Henri Bergson, on perçoit d'autant plus le génie comique de Dieudonné, qui sait aussi faire rire sur des sujets qui imposent a priori l'attendrissement, l'apitoiement, la compassion.

Par exemple, ce sketch intitulé *Le cancer*, chef-d'œuvre comique, où l'humoriste vient exorciser une maladie qui le touche personnellement, puisqu'elle a frappé coup sur coup son père, la mère de sa compagne puis son oncle :

J'aimerais terminer ce spectacle sur une note d'espoir, j'aimerais terminer sur le cancer [...] l'aventure du cancer, une aventure très solitaire [...] le spécialiste du cancer, un mec qui est spécialiste de quelque chose que personne ne connaît, tu vas le voir, d'ailleurs, il te le dit, on connaît ? Non, on connaît pas. On ne sait pas le soigner donc ? Non, non. Et vous, vous êtes spécialiste de ça, de cette chose ? Tout à fait, vous avez tout compris...

Alors, peut-on rire de tout ?

D'un point de vue juridique, la réponse est oui.

On peut rire de tout et de n'importe qui. Rire n'est ni un délit, ni un crime. La loi pénale ne l'interdit pas, la loi pénale ne le condamne pas. Le droit répressif ignore tout bonnement le rire pour la simple raison que rire n'est pas un acte de volonté.

On ne décide pas de rire. C'est le rire qui nous saisit et nous fait perdre le contrôle de notre corps,

dans des proportions telles qu'il nous met parfois en crise, en pleurs.

Le rire est irrésistible. La volonté n'intervient précisément que pour tenter de le réfréner ou de l'empêcher d'exploser. En l'absence de tout élément intentionnel à l'origine de son avènement, le rire ne peut et ne pourra donc jamais être constitutif d'une infraction pénale. Les spectateurs de Dieudonné peuvent donc continuer de rire tranquillement et de bon cœur. Le rire est toujours innocent.

VIII — Chasse à l'homme

L'esclave fugitif qui aura été en fuite pendant un mois à compter du jour que son maître l'aura dénoncé en justice, aura les oreilles coupées et sera marqué d'une fleur de lys sur une épaule; s'il récidive un autre mois à compter pareillement du jour de la dénonciation, il aura le jarret coupé, et il sera marqué d'une fleur de lys sur l'autre épaule; et, la troisième fois, il sera puni de mort.

Code Noir, article 38

Et il faudra lui intimer respect.

Voilà les mots qu'un ministre a pris la peine d'écrire au sujet de Dieudonné, sans pour autant le désigner nominativement. La précaution semble volontairement méprisante. Ne pas nommer les hommes, c'est ajouter à leur malheur, c'est leur dénier leur humanité.

Si la formule est rendue précieuse par l'absence de déterminant précédant le mot *respect*, l'injonction est brutale, d'une violence primaire, à l'image du traitement infligé par l'État à l'humoriste, à son entourage et ses soutiens.

L'État est censé protéger les citoyens, tous les citoyens. Pourtant, l'humoriste a été agressé, et l'on s'est acharné contre lui, frénétiquement. Cette situation a contribué à propager l'idée selon laquelle tout est permis contre Dieudonné, même les forfaits les plus graves. Pour l'artiste et ses proches, les attaques en règle ont abondé, comme les coups bas.

Retour sur le calendrier d'une chasse à l'homme, aux relents barbares.

13 décembre 2013, le site internet de la société de production de Dieudonné est rendu indisponible pour plusieurs jours. Il a fait l'objet d'un hackage. Les bases de données ont été piratées. Le hacker a dévoilé et diffusé les noms et les coordonnées personnelles, professionnelles et bancaires de tous les fans de l'humoriste qui avaient envoyé une photo d'eux faisant le geste de la quenelle. Tous les abonnés du site sont aussi visés, ainsi que toutes les personnes qui, un jour, ont acheté un produit sur la boutique en ligne. Près de neuf mille personnes sont concernées par ces malveillances.

Suite à ces divulgations, de nombreuses personnes ont reçu des courriers, mails et appels téléphoniques d'injures et de menaces. Les atteintes à la vie privée et les infractions pénales commises à l'occasion de ce piratage ont donné lieu au dépôt de près de trois cents plaintes. Plusieurs personnes ont également perdu leur travail, licenciées sans ménagement. L'une d'entre elles a même été internée en

hôpital psychiatrique, ne supportant pas la brutalité de son licenciement.

Interrogé par la presse, le pirate informatique précise qu'il a voulu nuire financièrement à Dieudonné. Il revendique un *geste politique, et même civique*.

18 décembre 2013, Jacky Sigaux, régisseur lumière et son de Dieudonné, se rend à un rendez-vous matinal qu'on lui a fixé devant la mairie du 19^e arrondissement de Paris. Il s'agit en réalité d'un traquenard. Le régisseur entend une voix l'interpeller dans son dos : *Jacky* ? Il a à peine le temps de se retourner que trois personnes masquées l'agressent violemment et le passent à tabac. L'homme est à terre, les voyous le frappent à coups de pied, sans relâche. Ils visent la tête. Jacky a le réflexe de se mettre en boule pour se protéger. Dans la rue, aucun des passants ne lui porte secours. Des cris de femme mettront finalement les agresseurs en fuite. Le seul tort de cet homme, travailler avec Dieudonné.

19 décembre 2013, France 2 diffuse quelques secondes d'images volées du spectacle *Le Mur* de Dieudonné. En dépit du refus de l'artiste de participer au reportage, d'une part, et de l'interdiction stricte de filmer le spectacle, d'autre part, les journalistes réalisent quand même une captation audio et vidéo du spectacle, à l'aide d'une caméra cachée. Le 12 décembre 2013, BFM TV avait déjà diffusé des images volées du spectacle de l'humoriste en tronquant et déformant ses propos. Lorsqu'il s'agit

de Dieudonné, quelques mots et quelques images suffisent à déclencher le scandale.

27 décembre 2013, communiqué officiel du ministère de l'Intérieur. Manuel Valls condamne les propos de Dieudonné. Bien qu'il n'ait pas vu le spectacle de Dieudonné, Manuel Valls décide tout de même d'étudier de manière approfondie toutes les voies juridiques permettant de l'interdire.

6 janvier 2014, Manuel Valls rend sa copie et adresse une circulaire à tous les préfets de France. Le ministre a rédigé à leur intention un mode d'emploi pour l'interdiction des spectacles de Dieudonné. D'un point de vue juridique, le contenu de cette note constitue un recul. La circulaire s'appuie également sur des faits erronés. Mais pour interdire Dieudonné, on ne s'embarrasse ni du droit ni de la vérité.

7 janvier 2014, le journal *Le Point* diffuse sur son site internet l'intégralité d'un enregistrement pirate du spectacle *Le Mur* de Dieudonné. Le spectacle polémique ainsi mis en ligne ne crée aucun trouble à l'ordre public. Pourtant, ce même jour, le préfet de Loire Atlantique prend un arrêté d'interdiction du premier spectacle de la tournée de Dieudonné, prévu au Zénith de Nantes.

9 janvier 2014, le Tribunal administratif de Nantes annule l'arrêté d'interdiction, il est 14 h 30. 15 h 00, Manuel Valls fait appel de cette décision devant le Conseil d'État. 17 h 00, le Conseil d'État se réunit pour audier l'affaire. 18 h 30, il rend

une ordonnance interdisant la tenue du spectacle de Dieudonné. Pour la haute juridiction, il y avait urgence à juger. Un humoriste allait ouvrir la bouche, la dignité de la personne humaine était en grave danger.

10 et 11 janvier 2014, le Conseil d'État rend deux nouvelles ordonnances d'interdiction du spectacle de Dieudonné qui devait se tenir dans les villes de Tours et d'Orléans. Pour la société qui produit l'artiste, le préjudice financier consécutif aux trois dates annulées est lourd, plus de quatre cent mille euros.

20 janvier 2014, la compagne de Dieudonné entend les cris d'un homme à l'arrière de leur maison. L'individu se dresse au-dessus du portail. Il prétend être un huissier de justice. Il vient notifier à l'humoriste des mises en demeure de payer des amendes.

Les mises en demeure sont normalement adressées au débiteur par voie postale, par lettre recommandée avec accusé de réception. Mais le paisible et l'ordinaire ne peuvent pas satisfaire l'hystérie de ceux qui veulent toucher l'humoriste. On recourt par conséquent à une procédure exceptionnelle. Rien n'est exagéré pour Dieudonné.

Un huissier du Trésor Public sollicite d'un huissier de justice parisien la signification des mises en demeure, c'est-à-dire leur remise en mains propres. N'étant pas compétent territorialement, l'huissier parisien sollicite à son tour l'intervention d'un

troisième huissier. Ce dernier se présente alors au domicile de Dieudonné, qui ne s'y trouve pas. Il est 20 h 15, il fait nuit noire.

Interrogé sur cet événement, Patrick Salino, président de la Chambre nationale des huissiers, déclarera que les actes devaient impérativement être signifiés ce soir-là avant 21 h 00 en raison d'*une urgence particulière du Trésor*. Étrange justification temporelle lorsqu'on sait que les amendes prononcées à l'encontre de Dieudonné n'avaient pas été recouvrées par les services du Trésor depuis plusieurs années, et qu'en France, l'administration fiscale ferme ses portes aux contribuables en plein milieu d'après-midi, entre 16 h 00 et 16 h 30.

20 janvier 2014, un contrôle fiscal est notifié à la société qui produit l'humoriste. Le 21 janvier 2014, Dieudonné est placé en garde à vue. Une perquisition est réalisée à son domicile. L'huissier de justice a porté plainte pour violences volontaires, son intrusion nocturne ayant été accueillie par un coup de flash-ball. Le 22 janvier 2014, Dieudonné est à nouveau placé en garde à vue. Une seconde perquisition est effectuée dans sa maison.

28 janvier 2014, quatre nouvelles perquisitions sont réalisées en même temps au domicile de Dieudonné, au théâtre de la Main d'Or, dans les bureaux de la société de production mais également dans les bureaux du cabinet d'expertise comptable de la société. De nombreux documents juridiques, comptables et bancaires sont saisis et placés sous scellés. La caisse de la société est également confisquée.

Depuis, plusieurs documents placés sous scellés ont été diffusés dans la presse, et notamment des extraits de comptes bancaires, des copies de chèques, des documents comptables. Le listing de ceux qui ont prêté de l'argent à l'humoriste a également été rendu public. Mille sept cent cinquante et une personnes sont concernées. Beaucoup d'entre elles ont été harcelées et menacées physiquement, par mail et par téléphone. La liberté de nuire à Dieudonné et à ses fans n'est en aucun cas entravée.

Les perquisitions réalisées entraînent également un télescopage avec le contrôle fiscal, source de nouvelles complications. Les documents saisis empêchent la société de les présenter au vérificateur. Sans document et dépossédée de sa caisse, la société ne peut pas non plus satisfaire à ses obligations fiscales courantes, et notamment celles de déclarations et de paiement de la TVA. Enfin, cette situation occasionne une gêne considérable pour la société qui ne peut plus exercer son activité correctement. La concomitance de toutes ces procédures laisse perplexe. S'agit-il de constater des infractions ou bien de les provoquer?

12 février 2014, Dieudonné est condamné à retirer deux passages d'un sketch publié sur internet. La vidéo a été visionnée par plus de trois millions de personnes.

18 février 2014, une perquisition est réalisée au domicile de la fille de Dieudonné.

À cette liste, qui reprend uniquement les évé-

nements majeurs auxquels l'humoriste a dû faire face en seulement deux mois, il convient d'ajouter le refus de l'Institut national de la propriété intellectuelle d'enregistrer les marques *quenelle* et *quenelle +*, les tentatives d'expulsion de l'humoriste par le bailleur du théâtre de la Main d'Or, le placement en garde à vue d'un des enfants mineurs de Dieudonné, l'interdiction d'entrée sur le territoire du Royaume-Uni prononcée par le ministre de l'Intérieur britannique à l'encontre de l'humoriste, les injures, les insultes, les intimidations et les menaces de mort faites quotidiennement à sa famille. Certains des enfants de l'artiste ont eu au bout du fil des personnes leur indiquant qu'ils allaient tuer leur père.

Les fans de l'humoriste subissent un traitement d'une violence similaire. À Lyon et Villeurbanne, des expéditions punitives sont organisées par des bandes contre des personnes qui se sont photographiées en faisant une quenelle. Des bagarres éclatent. Un homme est frappé et enfermé dans le coffre d'une voiture. Partout en France, des jeunes gens sont placés plusieurs heures en garde à vue pour avoir réalisé des quenelles. Pour la même raison, des lycéens reçoivent des punitions par leurs professeurs. D'autres se voient interdire le port de t-shirts à l'effigie de Dieudonné. D'autres encore, sont renvoyés de leur établissement scolaire.

Un soir, un jeune collégien nous téléphone. Il est paniqué. Un de ses enseignants l'a surpris en train de faire une quenelle à son meilleur ami. Après

avoir rassuré le collégien sur le fait qu'il ne donnerait pas suite à cet *incident*, l'enseignant en a tout de même avisé le directeur d'établissement qui a décidé de renvoyer l'élève pendant plusieurs jours. Le récit de l'adolescent est désarmant. Morceau choisi.

Le collégien : *J'étais en train de rigoler avec mon pote. On s'amusait à se lancer des vanes entre nous, et on se faisait des quenelles pour se chambrer. Le prof m'a vu faire une quenelle à mon ami et l'a très mal pris. Il m'a engueulé et m'a dit qu'il ne fallait plus refaire ce geste-là car c'était très grave, c'était antisémite, c'était un salut nazi inversé.*

Les avocats : *Qu'avez-vous répondu ?*

Le collégien : *Rien, j'ai eu peur.*

Les avocats : *Mais votre copain est juif ?*

Le collégien : *Non, il est Vietnamien.*

Cette anecdote permet de prendre la mesure de l'égarement qui a accompagné la commission des abus à l'encontre de Dieudonné et de ses fans. Le lynchage n'a épargné personne, pas même les enfants.

On a accusé et condamné Dieudonné pour incitation à la haine. La seule haine qu'il semble avoir provoquée est pourtant celle de ses adversaires envers sa propre personne. Le premier d'entre eux, l'État, a tenté de tout lui prendre, sa réputation, son travail, son argent, sa liberté, la paix de son foyer et le soutien de ses fans. L'opprobre média-

tique au nom des bons sentiments et le harcèlement judiciaire au nom de la morale ont été les seules marques de respect qui ont été témoignées à Dieudonné.

Et il faudra lui intimer respect.

Voilà le sommaire d'une justice qu'en France, à notre époque, un ministre se propose de rendre à un humoriste. Jamais le respect ne s'impose par la force. Pas entre des hommes libres en tout cas.

IX — Cadeau fiscal

Christophe Colomb fut le premier socialiste : il ne savait pas où il allait, il ignorait où il se trouvait. Et il faisait tout cela aux frais du contribuable.

Winston Churchill

Dieudonné, on l'aura au portefeuille comme Al Capone.

C'est la promesse que lance le Premier ministre Jean-Marc Ayrault au début de l'année 2014 : prendre l'humoriste au piège de l'argent, comparé pour l'occasion à un gangster.

Cette menace ministérielle vient ponctuer les déclarations de certains responsables politiques qui se sont appliqués, à renfort d'interventions télévisées et radiophoniques, à tailler un véritable costume de mafioso à Dieudonné. Le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, accuse en effet l'artiste d'organiser son insolvabilité. Pour le maire de Paris, Bertrand Delanoë, Dieudonné est un délinquant fiscal.

La presse et les médias nationaux se sont également autorisés à diffuser des informations selon

lesquelles Dieudonné ne règle ni ses impôts, ni ses amendes et organise son insolvabilité grâce au concours de son épouse et de la société qui produit ses spectacles. Ses impayés envers le Trésor Public s'élèveraient à près de neuf cent mille euros.

En résumé, on cherche par tous les moyens à faire passer Dieudonné pour un fraudeur et un escroc. L'objectif de la stratégie dite *Al Capone* est clair : *pourrir la vie* de l'humoriste, comme le rappelle avec ardeur un député socialiste dans une émission dont le titre raisonne comme un oracle, *On ne va pas se mentir*.

Reste qu'en matière fiscale plus que dans n'importe quel autre domaine du droit, les mensonges ne durent pas. Et lorsqu'ils sont découverts, les conséquences sont désastreuses pour ceux qui les ont proférés. Jérôme Cahuzac, ancien ministre délégué au Budget et prédécesseur de Bernard Cazeneuve, l'a appris à ses dépens.

Malheureusement, c'est à de nouveaux mensonges que des dirigeants politiques se sont adonnés sur ce volet fiscal et financier de l'affaire Dieudonné.

D'une part, parce qu'au moment où ces nouvelles accusations sont portées à l'encontre de Dieudonné, ce dernier n'a jamais été condamné pour fraude fiscale, organisation d'insolvabilité, escroquerie ou blanchiment ni n'a été mis en examen du chef de ces délits.

D'autre part, parce que Dieudonné est, preuve à l'appui, un contribuable honnête.

Le lecteur voudra bien se reporter en fin de chapitre aux différentes pièces juridiques reproduites dans le cadre de cet ouvrage pour une parfaite compréhension de la situation telle qu'elle se présente réellement.

La pièce n° 1 est le bordereau de la situation fiscale de Dieudonné. Ce document, que tout un chacun peut obtenir sur sa situation fiscale personnelle par simple demande auprès du comptable de la Trésorerie dont il dépend, dresse un état récapitulatif de la dette fiscale restant due par le contribuable pour chaque catégorie d'impôt.

Trois constats peuvent être réalisés à la lecture de ce document.

Premièrement, Dieudonné a versé au Trésor Public plus de deux millions d'euros, somme qui correspond aux impositions dont l'humoriste s'est acquitté ces dix-sept dernières années, de 1997 à 2013. Deuxièmement, Dieudonné paie ses impôts en France. Contrairement à de nombreuses célébrités françaises issues des milieux de la chanson, du cinéma et du théâtre, Dieudonné n'a pas, pour des raisons fiscales, quitté son pays, la France. C'est un patriote de l'impôt. Troisièmement, à la date du 19 février 2014, la dette fiscale de Dieudonné est nulle.

La pièce n° 2 est le bordereau de la situation fiscale de madame Noémie Montagne, la compagne

de Dieudonné. La pièce n° 3 est une attestation de régularité fiscale de la situation de la société qui produit l'artiste, *Les productions de la plume*. Ces deux documents témoignent également de ce que l'intégralité des impôts a été réglée.

Enfin, la pièce n° 4 est le bordereau de la situation de Dieudonné concernant les amendes judiciaires auxquelles il a été condamné. Là encore, la situation est en règle. Tout a été payé, les derniers règlements étant intervenus le 13 février 2014.

La situation est donc très claire. Dieudonné n'a pas d'impôts impayés, Dieudonné n'a pas d'amendes impayées. C'est également le cas de son épouse et de la société qui le produit.

Dans une tribune consacrée à l'artiste, le *Canard Enchaîné* révèle aussi que *contrairement à ce que tout le monde pensait, de nombreux biens de notre contribuable en cavale [Dieudonné] ne sont pas au nom de sa compagne actuelle, Noémie Montagne, mais bien au sien...*

En conséquence, Dieudonné est propriétaire de plusieurs biens. Et il n'a pas de dettes, puisqu'il les paie. Cette situation est le contraire même de la définition de l'organisation frauduleuse d'insolvabilité qui consiste à s'appauvrir dans le but de se soustraire au paiement de ses créanciers. D'un point de vue fiscal, tout est donc en règle pour Dieudonné.

Ou presque. Car le *Canard Enchaîné* est généreux en fausses accusations à l'endroit de l'humor

riste. Il va jusqu'à soutenir, documents à l'appui, que ce sont ses fans qui ont payé une partie de ses impôts grâce à mille sept cent soixante et un dons, non déclarés au fisc, dont le montant total s'élèverait à plus de cinq cent soixante et un mille euros.

Il s'agit là d'un double mensonge. Les prétendus dons réalisés par le public de Dieudonné sont en réalité des prêts qui ont été remboursés et régulièrement déclarés à l'administration fiscale. Quant à la contribution financière pour aider au paiement de ses impôts, elle ne provient pas du fan-club de Dieudonné mais du ministre du Budget en personne.

Les faits remontent au début de l'année 2013. Dieudonné débute une tournée, synonyme de recettes. Grâce aux revenus des spectacles, il s'apprête à payer des arriérés d'impôts qui avaient été contestés devant les tribunaux. L'artiste sollicite cependant de l'administration fiscale la remise de pénalités et d'intérêts de retard de paiement.

Par une décision en date du 1^{er} février 2013, les services fiscaux lui ont accordé cette remise. Ici, il est indispensable de se reporter à la copie de cette décision insérée en fin de chapitre, la pièce n° 5.

Tout d'abord, il faut réaliser que cette décision a été rendue par délégation du ministre du Budget. Pour les affaires importantes, c'est en effet au ministre du Budget qu'appartient la décision d'accorder ou non une remise au contribuable. À l'époque, ce ministre est Jérôme Cahuzac.

Ensuite, cette décision est intervenue après avis

favorable du Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes. Cet organisme, saisi par le ministre du Budget sur toute question relative au contentieux fiscal, est présidé par un conseiller d'État et composé de douze membres, tous conseillers d'État, conseillers à la Cour de cassation ou conseillers maîtres à la Cour des comptes.

Enfin, cette décision de remise est conditionnée par le paiement, avant le 30 novembre 2013, des impôts restant dus pour *solde de tout compte*. Dieudonné a respecté cette condition et a satisfait au paiement exigé.

Ainsi, à la date du 30 novembre 2013, sa situation fiscale était parfaitement régulière.

En janvier 2014, Bernard Cazeneuve, ministre chargé du Budget auprès du ministre de l'Économie et des Finances, a accusé Dieudonné d'être un révisionniste sur les ondes de la radio RTL. En revanche, il s'est abstenu de déclarer que l'humoriste était un contribuable en règle. Il connaissait pourtant cette situation, d'autant mieux qu'elle avait été définitivement acquise depuis le 30 novembre 2013, c'est-à-dire sous son propre ministère. Il a également oublié d'indiquer aux Français à quel point l'humoriste a bénéficié des faveurs de son prédécesseur.

La réalité est donc bien différente de celle qui a été jusqu'à présent diffusée. Ce ne sont pas les fans de Dieudonné qui l'ont aidé à payer ses impôts, mais le ministre du Budget avec l'argent de tous les contribuables français, après avoir recueilli l'aval de

certain membres du Conseil d'État, de la Cour de cassation et de la Cour des comptes.

Le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif se sont donc unis pour offrir un beau cadeau fiscal à Dieudonné.

Montant du cadeau : 197 103,88 euros.

Jean-Marc Ayrault souhaitait avoir Dieudonné au portefeuille mais le ministre du Budget de son premier gouvernement s'était déjà chargé de puiser dans celui des Français pour faire un don à Dieudonné.

Manuel Valls accusait Dieudonné d'organiser son insolvabilité mais il avait déjà contribué, avec tous les Français, au paiement des impôts de l'humoriste et à la purge de sa dette fiscale.

À la lumière de ces éléments, la promesse de Jean-Marc Ayrault et l'accusation de Manuel Valls prennent des airs de sérénade, à rebours. Décidément, les politiques n'ont que rarement les moyens de leurs promesses. Une partie de la presse, quant à elle, ne s'est manifestement pas donné non plus les moyens de ses indiscretions, dans cette affaire.

Un détail d'ordre calendaire subsiste.

La remise fiscale d'environ deux cent mille euros a été accordée par Jérôme Cahuzac à Dieudonné le 1^{er} février 2013. Or, à cette date, les peines d'amendes auxquelles l'humoriste a été condamné, qui s'élèvent à environ soixante-cinq mille euros et qui sont âgées de plusieurs années, n'ont toujours

pas été recouvrées par les services de l'État. De plus, à cette même date, une enquête préliminaire serait déjà ouverte contre Dieudonné — depuis janvier 2013 — et diligentée par le parquet de Chartres pour les chefs d'*organisation frauduleuse d'insolvabilité, blanchiment et fraude fiscale*.

En conséquence, l'État a fait un cadeau de deux cent mille euros à Dieudonné alors même qu'il le soupçonnait d'être un fraudeur, d'une part, et que l'humoriste ne lui avait toujours pas réglé ses amendes d'un montant de soixante-cinq mille euros, d'autre part.

Moralité : soit les services de l'État ont décidé de réserver à Dieudonné un traitement de faveur, soit ils ne savent vraiment pas ce qu'ils font.

Comment une telle situation a-t-elle pu se produire ? Pourquoi le gouvernement français a-t-il accusé en fanfare Dieudonné d'être un fraudeur, après lui avoir accordé en sourdine un cadeau fiscal de presque deux cent mille euros ?

Le contribuable français a le droit de savoir.

En attendant, pour ceux de nos concitoyens qui font actuellement l'objet de contrôles et de redressements fiscaux, le cadeau fiscal offert à l'humoriste est une bonne nouvelle. En effet, si une remise de pénalités de près de deux cent mille euros a été accordée au *mônstre* Dieudonné, il n'existe dorénavant plus aucun obstacle à ce que leur propre demande de remise de pénalités ne soit pas acceptée par les services fiscaux de notre pays.



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

TRÉSORERIE D'ANET

36 RUE HUBERT BARAINE

28260 ANET

tel 02 37 41 91 19

fax 02 37 62 21 72

mél t028032@dgfip.finances.gouv.fr

horaires 8h30 12h00 13h30 16h30 sauf mercredi AM

avec ou sans rendez-vous

M MBALA MBALA DIEUDONNE

1 RTE DES VOLAILLERS

28410 ST LUBIN DE LA HAYE

BORDEREAU DE SITUATION

| Nature du titre ou de l'impôt | Numéro ou référence | Date de mise en recouvrement ou d'émission | MONTANT | ACOMPTES PAYES | RESTE DÙ |
|-------------------------------|---------------------|--|------------|----------------|----------|
| REPORT | | | 1930853,77 | 1930853,77 | |
| INTERETS MORATOIRES | | | 129006,00 | 129006,00 | |
| TAXE FONCIERE 09 | 22101 | 31/8/09 | 9259,00 | 9259,00 | |
| TAXE FONCIERE 13 | 22101 | 31/8/13 | 10019,00 | 10019,00 | |
| TAXE FONCIERE 13 | 22101 | 31/8/13 | 3635,00 | 3635,00 | |
| IR 2012 | 1101 | 31/7/13 | 5053,00 | 5053,00 | |
| RAPPEL IR 2010 | 91101 | 31/1/14 | 2234,00 | 2234,00 | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL | | | 2090059,77 | 2090059,77 | |

A Anet 19/02/2014
Le Comptable,

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

TRESORERIE D ANET

36 RUE HUBERT BARAINE

28260 ANET

tel 02 37 41 91 19

fax 02 37 62 21 72

mél t028032@dgrfp.finances.gouv.fr

horaires 8h30 12h00 13h30 16h30 sauf mercredi AM

avec ou sans rendez-vous

MME MONTAGNE NOEMIE

1 RTE DES VOLAILLERS

28410 ST LUBIN DE LA HAYE

BORDEREAU DE SITUATION

| Nature du titre <i>ou</i> de l'impôt | Numéro <i>ou</i> référence | Date de mise en recouvrement <i>ou</i> d'émission | MONTANT | ACOMPTES PAYES | RESTE D0 |
|--------------------------------------|----------------------------|---|---------|----------------|----------|
| IMPOT REVENUS 2012 | R01101 | 31/8/13 | 1243,00 | 1243,00 | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| TOTAL | | | 1243,00 | 1243,00 | 0 |

A Anet 07/02/2014

Le Comptable,

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
DE LA FONCTION PUBLIQUE
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

ANNÉE 2014

Situation au 31-12-2013

Numéro de délivrance : 1511477

La société désignée ci-dessous :

DENOMINATION DE LA SOCIÉTÉ :
SARL LES PRODUCTIONS DE LA PLUME

ADRESSE DU PRINCIPAL ÉTABLISSEMENT :
1 ROUTE DES VOLAILLERS
28410 ST LUBIN DE LA HAYE

N° SIREN : 510713837

est en règle au regard des obligations fiscales suivantes lui incombant au 31-12-2013 :

- Dépôt des déclarations de résultats et de TVA
- Paiement de la TVA⁽¹⁾
- Paiement de l'impôt sur les sociétés⁽¹⁾

Date : le 07/02/2014

SERVICE DES IMPÔTS
DES ENTREPRISES DE DREUX
1 bis, rue des Granges
28109 DREUX CEDEX

Service gestionnaire :

SERVICE IMPÔTS DES ENTREPRISES DREUX
1 B RUE DES GRANGES
28109 DREUX CEDEX
LUNDI AU VENDREDI 8H45-12H00
13H15-16H00 OU SUR RENDEZ-VOUS
02 37 38 06 46
SIE.DREUX@DGFiP.FINANCES.GOUV.FR

⁽¹⁾ Y compris les pénalités y afférent éventuellement mises à sa charge.

Etat de la dette de Monsieur MBALA MBALA Dieudonné (arrêtée au 13 février 2014)

DETAIL DES SOMMES DUES A LA TRESORERIE AMENDES PARIS 1ERE DIVISION

BORDEREAU DE SITUATION N°1 (voir détail joint)

Dette au 12 février 2014 9 686,14

Versements du 13 février 2014 par chèque bancaire 9 686,14

RESTE DU SUR BORDEREAU N° 1 * 0,00

FRAIS DE SIGNIFICATION D'ACTES / ETUDE CODERINMI

Dette au 12 février 2014 1 398,87

Versements du 13 février 2014 par chèque bancaire 1 398,87

RESTE DU SUR FRAIS * 0,00

DETAIL DES SOMMES DUES A LA TRESORERIE AMENDES PARIS 2EME DIVISION

BORDEREAU DE SITUATION N°2 (voir détail joint)

Dette au 12 février 2014 523,50

BORDEREAU DE SITUATION N°3 (voir détail joint)

Dette au 12 février 2014 375,00

Versements du 13 février 2014 par chèque bancaire 898,50

RESTE DU SUR BORDEREAU N° 2 * 0,00

RESTE DU SUR BORDEREAU N° 3 * 0,00

Document remis le 13-02-2014
Administrateur des Finances Publiques Adjoint

*sous réserve d'encaissement des chèques déposés le 13 février 2014

Pièce n° 4



01 FEV. 2013

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Paris, le

SERVICE JURIDIQUE DE LA FISCALITÉ

Sous-direction du contentieux des impôts des particuliers JF-1

Bureau JF-1A

Contentieux et recours gracieux relatifs
aux impôts directs des particuliers,
produits divers et amendes

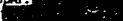
88-92, allée de Bercy - Télédéc 813-
75672 PARIS cedex 12

n° 2013/DO/JF1A/1181

Affaire suivie par

Téléphone :

Télécopie :

Mél : @dgtf.finances.gouv.fr

Maître,

Vous avez appelé l'attention sur la situation de M. Dieudonné Mbala Mbala au regard d'arriérés d'impôt sur le revenu et de contributions sociales dont il reste redevable au titre des années 1997 à 1999 et 2001 à 2003.

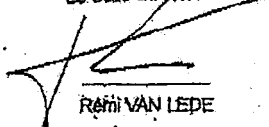
Vous sollicitez une remise transactionnelle tendant au règlement d'une somme de 500 000 € pour solde de tout compte.

Comme je vous le précisais dans ma lettre du 19 septembre 2012, votre demande nécessitait, compte tenu du montant des sommes en jeu et préalablement à toute décision gracieuse, la consultation du Comité du contentieux fiscal, douanier et des changes.

Conformément à l'avis de cet organisme, j'ai décidé par délégation du Ministre, d'accorder à l'intéressé la remise des pénalités de recouvrement et des intérêts moratoires échus et à échoir sous la condition d'un paiement, avant le 30 novembre 2013, des droits, pénalités et intérêts de retard d'assiette restant dus (868 619,81 €) selon des modalités à convenir avec le comptable d'Anet (Eure-et-Loir).

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de ma considération distinguée.

Le Sous-Directeur


RAMI VAN LEPE

X — Stratégie judiciaire

Le coassement des grenouilles n'empêche pas l'éléphant de boire.

Proverbe africain

Avocats pénaliste et fiscaliste, nous protégeons deux biens essentiels à la vie des hommes, la liberté et l'argent. Tel est notre métier. Dieudonné est un homme que l'État a attaqué. Et l'État possède des moyens souverains pour condamner un homme. Alors, comment résister ? Comment défendre Dieudonné ?

L'État a le monopole de la violence physique légitime. Dieudonné et sa famille ont fait et font toujours l'expérience inouïe des brutalités les plus graves, l'attitude de l'État à l'encontre de l'humoriste ayant accompagné les déchaînements les plus violents. Par exemple, le journaliste Philippe Tesson qui déclare sur les ondes de la paisible Radio Classique : *Ce type, sa mort par exécution par un peloton de soldats me réjouirait profondément [...] Pour moi, c'est une bête immonde, donc on le supprime et c'est tout.*

Heureusement, le droit permet de résister à cette violence.

Asu Zoa, le titre du dernier spectacle de l'humoriste, signifie, dans un dialecte camerounais, la face de l'éléphant. Comme le rappelle Dieudonné, *l'éléphant possède deux défenses, une défense fiscale et une défense pénale*. Elles lui permettent de repousser les attaques et de continuer à faire son devoir de père. Nourrir sa famille et utiliser sa grande mémoire pour avancer dans la jungle, se souvenir des massacres subis par son espèce, pour les éviter à ses congénères.

En France, la procédure pénale permet de placer des femmes et des hommes innocents en prison, sans les juger. Cela s'appelle la détention provisoire.

Lorsqu'un juge d'instruction est saisi à la suite d'une enquête, il peut mettre en examen un prévenu et demander au juge des Libertés et de la Détention (JLD) de le placer en détention provisoire, pour une période qui peut varier de quatre à cinquante-six mois. On peut donc rester, en toute légalité, presque cinq ans en prison sans jamais avoir été jugé.

Ce pouvoir de la justice française de mettre en prison une femme ou un homme pour des mois, voire des années, sans aucun jugement permet aux enquêteurs et aux juges de brandir l'épouvantail de la prison tout au long de la procédure pour faire peur aux citoyens auxquels ils s'intéressent.

Ainsi, le policier qui vient vous perquisitionner et vous dit : *il vaut mieux nous suivre au commissariat sinon on va vous mettre en garde à vue* ; l'officier

de police judiciaire qui vous conseille : *Il vaut mieux avouer maintenant, pendant la garde à vue, on a toutes les preuves, sinon le juge d'instruction va vous envoyer en prison ; le juge d'instruction pendant l'interrogatoire de première comparution : Vous êtes sûr ? Parce que là, vos réponses me forcent à demander au JLD de vous envoyer en prison.*

Et en prison, on sait ce qu'est une atteinte à la dignité de la personne humaine. Et l'indignité frappe dans les cellules, sans discrimination, les coupables et les innocents. Au 1^{er} janvier 2014, les prisons françaises avaient une capacité d'accueil maximale de 57 516 détenus. Et pourtant, à cette même date, elles accueillaient 67 065 personnes. Le simple constat de ce *surbooking* montre que pour lutter contre la récidive, il ne suffit pas de répondre à la question : faut-il enfermer moins ou faut-il enfermer plus ?

Prendre la place d'enfermer, enfermer à taille humaine serait déjà un moyen de ne pas fabriquer des animaux, des récidivistes. Malgré tout, il ne faut pas s'inquiéter.

En cas de contact avec la police et la justice pénale, il faut suivre scrupuleusement deux conseils fondamentaux. D'abord, il est inutile de résister, ensuite il est primordial de ne pas avoir peur.

Inutile de résister. Il faut laisser la justice commettre des erreurs. Ensuite, viendra le temps de lui demander des comptes. Exemple : vous subissez des contrôles d'identités répétés, toujours par

les mêmes agents de police. Donnez systématiquement vos papiers avec le sourire, puis rendez-vous au commissariat déposer une main courante, après chaque contrôle. Quand vous en aurez assez, vous aurez suffisamment de preuves pour déposer plainte contre ces agents qui aiment contrôler l'identité de certains Français plus que d'autres. Sur la voie publique, la police a toujours raison. Lui résister, se rebeller, c'est lui donner les moyens de justifier votre interpellation.

Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir écrivait Jean de La Fontaine dans *Les animaux malades de la peste* pour illustrer la soumission des juges aux caprices du Roi-Soleil. *Selon que vous serez noir ou blanc, les jugements de cour vous rendront misérables ou puissants* pourrait aujourd'hui écrire le fabuliste pour interpellier les nouveaux « Rois-Soleil » sur la pauvreté endémique des gens de couleur que l'on enferme en France.

Ne pas avoir peur. Si la machine judiciaire est un engrenage venimeux qu'il faut fuir de toutes ses forces, la meilleure stratégie en matière pénale reste de ne pas avoir peur. Si la police, le juge d'instruction, la justice pénale, s'intéressent à vous, il ne faut pas tenter de se débattre, de se soustraire à l'emprise, ce serait pire. Vous seriez déchiqueté par leurs crochets. Au contraire, il faut enfoncer sa main dans la gueule du serpent pour lui faire lâcher prise.

Application pratique.

Mardi 21 janvier 2014. Déjà trois semaines que Dieudonné et sa famille font l'objet d'une attention toute particulière et sans relâche du président de la République, du gouvernement, des associations communautaires, de la justice. L'artiste a déjoué la tentative d'interdiction en proposant un nouveau spectacle, un spectacle de contrebande, *Asu Zoa*. Mais la pression est constante, Manuel Valls a prévenu que Dieudonné resterait *sous surveillance*. Surveiller pour punir, réflexe pavlovien des ministres de l'Intérieur.

Résister à l'État, c'est vivre en état de siège.

Fin de journée, appel de la compagne de Dieudonné. Des gendarmes sont à son domicile, un huissier a porté plainte, il prétend avoir été agressé la veille au soir au domicile de l'artiste et entendu un coup de feu alors qu'il venait délivrer des actes relatifs au paiement des amendes. Actes qui sont normalement envoyés par la poste.

La compagne de Dieudonné nous indique au téléphone que les enquêteurs veulent l'entendre immédiatement sur les faits. Si elle ne les suit pas, elle sera placée en garde à vue. Elle nous précise, fatiguée, qu'elle ne veut pas laisser ses enfants seuls à la maison et qu'elle est lasse d'être harcelée depuis des semaines.

Premier conseil : inutile de résister. Nous l'invitions à suivre les gendarmes et ne faire aucune déclaration jusqu'à notre arrivée. Nous prenons immédiatement la route. Le trajet depuis Paris jusqu'à la

gendarmerie d'Anet dure une heure trente. Arrivés sur place, nous retrouvons la compagne de Dieudonné. Nous demandons à débiter l'audition mais l'agent en charge de l'enquête nous indique que nous ne pouvons pas l'assister car il s'agira d'une audition libre.

Une audition libre est un interrogatoire accepté librement par une personne qui se présente spontanément à une convocation. L'audition libre se fait sans avocat. En général, pour convaincre une personne de se présenter à une audition libre, on lui indique que si elle ne se présente pas, on viendra la chercher à son domicile et on la placera en garde à vue.

On applique ici le deuxième conseil : ne pas avoir peur. La garde à vue n'a rien d'effrayant et elle offre un privilège indispensable quand on est interrogé par la police, l'assistance d'un avocat.

Stratégiquement, nous demandons le placement en garde à vue de la compagne de Dieudonné, car seul ce régime nous permet d'être présents lors de l'interrogatoire. Nous indiquons également que notre cliente ne fera aucune déclaration hors de notre présence. Stupéfaction des gendarmes, désarmés par notre requête. La garde à vue n'est plus une contrainte qu'ils infligent, mais une revendication des avocats. Après quelques tergiversations et appels téléphoniques à sa hiérarchie, le responsable de l'enquête nous indique que notre cliente est libre et qu'elle peut rentrer chez elle. La garde à vue n'est plus une menace mais un droit.

Comme Manuel Valls, spécialiste en communication, nous connaissons l'effet médiatique désastreux du placement en garde à vue d'une mère de famille. De nombreux journalistes ont fait le déplacement à Anet, guettant dans l'obscurité et le froid devant la gendarmerie. On se comporte toujours mieux quand on se sait surveillé.

Avec les gendarmes, nous convenons de revenir au plus vite avec Dieudonné et sa compagne, afin d'évacuer rapidement cette nouvelle affaire. Une heure plus tard, le temps d'organiser la garde des enfants pour la nuit et les contraintes d'agenda du lendemain, nous retournons avec Dieudonné, sa compagne et un témoin à la gendarmerie pour demander le placement en garde à vue du couple et faire toutes les déclarations utiles à la manifestation de la vérité.

Le vice-procureur de Chartres, Olivier Zamphiroff, accepte de placer Dieudonné en garde à vue mais pas sa compagne, bien que cette dernière reconnaisse avoir été présente lors de l'incident avec l'huissier, contrairement à l'humoriste. Mais, c'est Dieudonné qui est visé. Sa compagne l'attendra néanmoins jusqu'à la fin.

L'humoriste est donc placé en garde à vue. Il fait ses déclarations et répond à toutes les questions, sans crainte et sans avoir accès au dossier. Une confrontation était prévue ensuite avec l'huissier mais ce dernier, épuisé par l'heure tardive — plus de quatre heures du matin — est rentré chez lui.

Nous pensons alors quitter la gendarmerie d'Anet mais le vice-procureur souhaite maintenir la garde à vue de Dieudonné et veut le faire dormir en cellule jusqu'à la confrontation reportée au lendemain.

Quel intérêt puisque l'humoriste s'est présenté spontanément aux services de police? Quel intérêt puisqu'il habite à proximité? Quel intérêt puisqu'il reviendra de la même façon le lendemain pour être interrogé? En raison peut-être de ce vieux réflexe policier qui considère la garde à vue comme un avant-goût de la prison, pour rendre la personne retenue plus tendre et plus bavarde. Dans le cas de Dieudonné, une nuit en cage aurait également été une humiliation bienvenue, une nouvelle pression de la part des services de l'État.

Pour nous, il est hors de question que l'humoriste passe le reste de la nuit en garde à vue sans raison.

Inutile de résister. La riposte est juridique. Nous rédigeons une énième note au vice-procureur de Chartres. En substance, nous lui indiquons que si la garde à vue se poursuit cette nuit, les conséquences seront les suivantes : Dieudonné ne fera plus aucune déclaration et gardera le silence comme lui permet l'article 63-1 du Code de procédure pénale. De plus, nous demandons sans délai le déferrement de notre client, c'est-à-dire son transfert au tribunal devant le juge d'instruction en dépit du risque de détention que cela lui fait courir. Mais il ne faut pas avoir peur.

On ne rappellera jamais assez qu'en garde à vue, le principe est de se taire et l'exception de parler. Si le gardé à vue conserve le silence, il ralentit la machine judiciaire et ramène tout le personnel de police et de justice à la raison. Les avocats de la défense redeviennent les véritables maîtres.

Le manège reprend, nouvelles tergiversations, nouveaux appels téléphoniques. Après quelques échanges avec sa hiérarchie, l'agent nous indique finalement que Dieudonné peut repartir libre. Il nous délivre une convocation pour le lendemain à la gendarmerie de Dreux pour la confrontation avec l'huissier. Il est cinq heures du matin, nous quittons la gendarmerie d'Anet. Déclarations à la presse et retour au domicile.

Nuit courte. Six heures plus tard, gendarmerie de Dreux, brigade de recherche. Nous retrouvons l'équipe de gendarmes de la veille au soir. Nous sommes tous fatigués. La confrontation entre Dieudonné, sa compagne et l'huissier va durer environ cinq heures. Dans le même temps, une nouvelle perquisition du domicile aura lieu. Un des jeunes fils de l'humoriste, mineur, sera également auditionné.

Tout ça est fructueux, confondant. La promiscuité crée de l'empathie entre les gardiens et les gardés. La garde à vue est levée vers 20 h 30. Comme la veille, le procureur de la République du Tribunal de grande instance de Chartres, Patrice Ollivier-Maurel, n'oubliera pas d'utiliser son droit de communiquer et de rendre publiques les déclarations

des uns et des autres, surtout celles de Dieudonné, en omettant involontairement deux éléments qui ne manquent cependant pas d'intérêt romanesque.

Le premier est ce détail vestimentaire très précisément attribué à Dieudonné par l'huissier le soir des faits et qui rend impossible la confusion de l'humoriste avec l'homme qui a utilisé un flash-ball, pour repousser ceux qu'il croyait être des agresseurs. Le second, c'est cet aveu touchant de l'huissier, hors audition, en présence de Dieudonné, de sa compagne et de l'enquêteur : *Si ça ne tenait qu'à moi, je n'aurais pas porté plainte, je perds deux jours de travail et en plus, aujourd'hui, c'est mon anniversaire !*

Les bougies soufflées, l'huissier ayant fait un vœu — que tout cela se termine —, nous nous saluons tous courtoisement avant de nous séparer. Nous faisons remarquer à la brigade de recherche que cette affaire paraît mineure compte tenu des missions habituelles dont elle à la charge. Ils opinent, avec le sourire. Sans commentaire.

Comme la plupart des fonctionnaires retenus pour enquêter sur Dieudonné, les gendarmes d'Anet et de Dreux ont été bienveillants, professionnels et plein d'humanité. Beaucoup nous ont dit ne pas comprendre ce déchaînement envers un humoriste. Et d'ajouter : *C'est pas nous qui décidons, tout ça est géré d'en haut, ça nous dépasse.* Le temps viendra de demander au ministre des comptes sur la manière dont les moyens de l'État ont été employés contre Dieudonné.

20 h 30, dernières déclarations à la presse qui patiente, elle aussi, depuis le matin à l'extérieur des locaux de la gendarmerie de Dreux. Puis, nous repartons. Dieudonné est arrivé libre, Dieudonné repart libre.

Dans la voiture, nous sommes fatigués mais contents. Sur le chemin, nous échangeons des réflexions, des impressions et surtout des rires, comme à chaque fois que nous nous voyons. Les rires de ceux qui sont libres, le rire qui libère. Nous allons dormir, retrouver chacun nos familles, ceux qui comptent. Demain, il y aura d'autres ennuis, fiscaux ceux-là.

Au plus fort de la tourmente, chaque jour qui passe est l'occasion pour les détracteurs de l'humoriste de lui attribuer la commission de nouvelles infractions. À défaut d'avoir pu empêcher Dieudonné de réaliser sa tournée, à défaut d'avoir pu l'enfermer en prison, il faut essayer de le *taper au portefeuille*. On accuse à présent l'humoriste d'avoir reçu des dons de ses fans sans les avoir déclarés au fisc et d'avoir envoyé plusieurs centaines de milliers d'euros au Cameroun.

En France, l'État peut imposer une activité même si elle est illégale. Que l'argent soit propre ou sale, il réclame toujours sa part. C'est ainsi qu'il taxe les prostituées, les proxénètes, les trafiquants de stupéfiants et même les mères-porteuses.

La morale de la loi fiscale est précisément de n'en avoir aucune.

Pour imposer les contribuables, l'État dispose de prérogatives extraordinaires telles que le droit de se prévaloir de fictions juridiques, le droit de fonder ses rectifications sur des situations irrégulières ou bien encore le droit de préférer l'apparence d'une situation à sa réalité. L'amoralité de l'État en matière fiscale est telle qu'il préférera toujours le mensonge à la vérité si le mensonge lui permet d'imposer. À cet égard, Maurice Cozian, le plus grand professeur de droit fiscal de notre pays, écrivait: *Mentez au fisc; s'il s'agit de vous imposer, il vous croira.*

Face à l'État, on distingue quatre catégories de contribuable.

La première est celle des contribuables ordinaires qui déclarent et paient leurs impôts normalement. Ils disent toujours la vérité lorsque le fisc pose des questions. Leur paix n'est jamais troublée.

La seconde regroupe les contribuables habiles qui, aidés des conseils de leur avocat, optimisent leur situation fiscale en atténuant leur imposition, voire en la supprimant. Le fisc s'intéresse à leur cas et les interroge. Eux soutiennent que la vérité n'est pas évidente, mais ils finissent souvent par obtenir la paix, sous réserve de fournir de bonnes réponses.

La troisième catégorie est composée des fraudeurs qui ne paient pas l'impôt et violent volontairement la loi. Ils se désintéressent de la vérité et ne répondent tout simplement pas aux questions de

l'administration. Ils disparaissent parfois. Le fisc ne les laisse pas en paix et les traque sans relâche.

La quatrième et dernière catégorie, à laquelle appartient Dieudonné, rassemble les contribuables exemplaires. Ce sont les contribuables ordinaires qu'on accuse pourtant d'être des fraudeurs. Pour avoir la paix, ceux-là sont obligés de se comporter encore mieux que les contribuables ordinaires. Ils doivent s'empressez d'aller dire la vérité au fisc avant que ce dernier ne leur impose un mensonge pour les taxer.

En fiscal comme au pénal, il est primordial de ne pas avoir peur. Le contribuable exemplaire, s'il souhaite éviter toute déconvenue ultérieure, se doit d'aller au-devant du lion pour lui donner sa part. En contentieux fiscal, la stratégie la plus sûre consiste toujours, pour la proie, à nourrir son prédateur afin de ne pas être dévorée tout entière par lui.

Mise en pratique : Dieudonné est accusé de ne pas avoir déclaré au fisc mille sept cent cinquante et un dons que ses fans lui auraient consentis, pour un montant total de cinq cent soixante mille euros. La réalité est que les fans de Dieudonné lui ont accordé des prêts qui ne sont pas imposables. Seulement voilà, si nous laissons faire, le fisc pourrait réclamer à Dieudonné quatre cent soixante-dix mille euros d'impôt et de pénalité. L'administration pourrait également déposer plainte pour fraude fiscale à l'encontre de l'humoriste. Risque supplémentaire encouru, cinq cent mille euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement.

Pour empêcher ces malheurs de prendre chair, il faut agir. Nous rendons donc visite au fisc, nous lui déposons un acte dans lequel nous lui faisons connaître la vérité, et nous la lui faisons enregistrer afin qu'il ne l'oublie jamais.

L'enregistrement est une formalité fiscale qui permet à l'administration de prendre connaissance des actes qu'elle pourra ensuite imposer. Obligatoire pour certains actes juridiques, la présentation à l'enregistrement peut également être libre et concerner n'importe quel écrit : un contrat, une déclaration, un bulletin de paie, un poème, une photo, un dessin et même une lettre d'amour. L'enregistrement constitue la mémoire de l'administration fiscale, c'est une mémoire non sélective.

L'enregistrement des prêts n'est pas obligatoire. Notre démarche est donc volontaire et notre révélation spontanée. Les effets juridiques de notre action sont, quant à eux, particulièrement bénéfiques. L'acte enregistré a date certaine, est opposable aux tiers et fait foi vis-à-vis de l'administration fiscale. Il entérine également la bonne foi de Dieudonné qui ne peut plus être remise en cause.

En résumé, l'enregistrement d'un acte est le meilleur moyen, d'un point de vue fiscal, de fixer juridiquement la vérité, en substance et calendairement, de prouver sa bonne foi et de se prémunir des mensonges que le fisc pourrait être tenté de vous opposer.

En quelques minutes et après quelques coups

de tampon, toutes les formalités fiscales sont effectuées.

Coup de l'opération, cent vingt-cinq euros.

Dossier suivant: on reproche également à Dieudonné d'avoir transféré plus de quatre cent mille euros au Cameroun, comme si le transfert d'une somme à l'étranger était constitutif d'une infraction. Pour certains, l'Afrique, c'est suspect. Risque encouru si nous laissons faire, cinq cent mille euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement à nouveau. Là encore, il est nécessaire de rétablir la vérité. Et de la faire enregistrer.

Nouvelle visite au fisc.

Dieudonné a effectivement envoyé des sommes d'argent importantes au Cameroun. Des dons, il y en a bien eu, mais Dieudonné ne les a pas perçus de ses spectateurs, c'est lui qui les a faits, à ses proches qui vivent au Cameroun, fils, frères, oncles, cousins et amis.

L'humoriste est d'origine Ewondo. Il s'agit d'un clan qui appartient au peuple des Beti. Dieudonné est chef de famille Mvog Antagana Mballa, un des lignages de ce clan. Il est l'aîné d'une fratrie de dix-huit frères et sœurs et le père de neuf enfants. Sa conception de la famille est très large, comme tous les hommes qui viennent du Sud. Si lui a bien réussi par son travail et son talent, il n'oublie pas les siens, il n'oublie pas d'où il vient.

Dieudonné se rend régulièrement au Cameroun

pour voir sa famille, prendre conseil auprès des anciens, se ressourcer et prendre des forces dans la forêt. Il est profondément attaché à la terre de ses ancêtres et va souvent se recueillir sur la tombe de son père.

En sa qualité d'aîné, il s'est justement vu confié par son père, avant sa mort, la tâche de prendre soin de ceux qui sont restés au village, au Cameroun. Dieudonné est un fils obéissant et un homme responsable, il vient simplement en aide aux siens. L'argent envoyé en Afrique fait vivre plusieurs familles. Il sert également à la construction d'écoles et au forage de puits d'eau. Dieudonné ne fait pas partie de ces célébrités qui étalent leur engagement humanitaire pour occuper l'espace médiatique ou soigner leur image. Il fait dans le familial, discrètement, sincèrement. Comme tous les hommes de cœur véritables, Dieudonné a la charité silencieuse.

Enregistrement des dons. Coup de l'opération, cent vingt-cinq euros.

Cela fait plus de dix ans que l'humoriste doit supporter les attaques politiques, judiciaires, administratives, médiatiques et associatives. Pour nous, avocats, deux défenses ont permis à Dieudonné de résister à une telle situation et de continuer à avancer : son sens de l'humour hors du commun, tout d'abord, pour se moquer de lui-même et du monstre qu'on l'accuse d'être ; sa solidité ensuite, car il faut être très solide pour supporter tant de violences. Aussi solide qu'un éléphant.

Un homme-éléphant.

Un *elephant man*, comme le film culte de David Lynch, comme une bête de foire qu'on exhibe dans un cirque pour donner le frisson ou faire rire. Mais il est impossible de tuer l'humain dans l'homme. Scène mythique à la gare de Londres : pourchassé jusqu'au fond des toilettes publiques par des honnêtes hommes en habit distingué, John Merrick, le monstre difforme, l'homme-éléphant, les interdit tous avec son visage terrible et, de toutes ses forces, leur crie sa dignité : *Je ne suis pas un éléphant, je ne suis pas un animal, je suis un être humain, je suis un homme.*

Face à l'État, pour défendre Dieudonné, nous ne faisons pas autre chose que de rappeler qu'il n'est pas une bête immonde, pas un animal mais un être humain, un homme.

XI — Enquête parlementaire

Je puis vous dire, en toute sincérité, que moi-même et le gouvernement dont je fais partie, sommes vraiment désolés de tout cela, vraiment désolés. [...] Nous avons suivi des recommandations qui se sont révélées déplorables. Une enquête établira les responsabilités dans cette affaire. [...] En fait, certaines personnes voulaient vous utiliser à des fins politiques.

Le ministre de l'Intérieur
dans *Orange Mécanique*, Stanley Kubrick

Devant l'Assemblée nationale le 8 avril 2014, Manuel Valls, Premier ministre, a déclaré dans son discours de politique générale : *La vérité est le premier principe de la démocratie. Je dirai donc la vérité aux Français, je la leur dois.*

L'attitude exceptionnelle de Manuel Valls dans l'affaire Dieudonné nous commande de la soumettre à la représentation nationale afin que toute la vérité soit faite, car le Premier ministre s'est engagé à la dire aux Français.

Vu l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 qui dis-

pose que : *la Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration*, nous sollicitons des députés de la Nation, les représentants du peuple souverain, la création d'une commission d'enquête parlementaire afin de connaître le fonctionnement et de déterminer les éventuels dysfonctionnements dans l'action du Gouvernement et des services de l'État, entre le 27 décembre 2013 et le 1^{er} mai 2014, dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la détérioration de la cohésion nationale.

Par ailleurs, nous demandons que les questions ci-après indiquées soient posées dans le cadre des auditions publiques des personnes citées.

ASSEMBLÉE NATIONALE
CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
QUATORZIÈME LÉGISLATURE

Enregistré à la Présidence
de l'Assemblée nationale le.....

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

tendant à la création d'une commission
d'enquête relative au fonctionnement de l'action
du Gouvernement et des services de l'État
entre le 28 décembre 2013 et le 1^{er} mai 2014
dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la
détérioration de la cohésion nationale,
présentée par Madame et Messieurs

.....
députés.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'affaire Dieudonné a provoqué des atteintes graves et répétées à la personne, aux biens et à l'honneur d'un humoriste ainsi qu'à un grand nombre de citoyens français. Les dommages subis ont été, tant d'un point de vue humain que financier, désastreux.

Cette affaire a révélé des dysfonctionnements majeurs dans l'action gouvernementale, notamment entre les services des ministères de l'Intérieur, du Budget et de la Justice.

Elle a également provoqué au sein de la communauté nationale des craintes profondes quant à l'impartialité et l'indépendance du Conseil d'État.

À tel point que le vice-président de la plus haute juridiction administrative française a dû justifier sa position.

À la suite des trois ordonnances du Conseil d'État en date des 9, 10 et 11 janvier 2014, de nombreux juristes, anciens ministres, professeurs d'université, magistrats et avocats ont exprimé publiquement leurs plus vives inquiétudes quant à cette régression jurisprudentielle et à ses conséquences pour l'avenir sur l'exercice effectif de la liberté d'expression en France.

Enfin, l'action du ministre de l'Intérieur, dont la lutte contre le racisme était le but déclaré, a pourtant provoqué la division des Français et fragilisé la cohésion nationale.

Le Parlement doit exercer son rôle de contrôle de l'action du gouvernement. C'est le droit et le devoir que la Constitution lui confère.

Dans ces conditions, le(s) Groupe(s) demande(nt) la création d'une commission d'enquête afin de connaître le fonctionnement et de déterminer les éventuels dysfonctionnements dans l'action du gouvernement et des services de l'État entre le 28 décembre 2013 et le 1^{er} mai 2014 dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la détérioration de la cohésion nationale.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, d'adopter la proposition de résolution suivante.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Article unique

En application des articles 137 et suivants du règlement de l'Assemblée nationale, il est créé une commission d'enquête de..... membres afin de connaître le fonctionnement et de déterminer les éventuels dysfonctionnements dans l'action du gouvernement et des services de l'État entre le 28 décembre 2013 et le 1^{er} mai 2014, dans la gestion d'une affaire qui a conduit à la détérioration de la cohésion nationale.

AUDITIONS

1. Questions à Monsieur Jérôme Cahuzac, ministre délégué au budget:

— Par décision en date du 1^{er} février 2013, vous avez accordé une remise fiscale d'environ 200 000 euros à Dieudonné. Pour quelles raisons?

— En avez-vous informé le président de la République et les autres membres du gouvernement?

2. Questions à Monsieur Bernard Cazeneuve, ministre délégué au budget:

— La remise fiscale d'environ 200 000 euros accordée à Dieudonné a été validée définitivement sous votre ministère le 30 novembre 2013. En avez-vous informé le président de la République et les autres membres du gouvernement?

— Si oui, à quelle occasion?

- a. Lors d'une réunion privée à l'Élysée;
- b. En conseil des ministres;
- c. Dans les couloirs d'un ministère.

3. Question conjointe à Madame Christiane Taubira, ministre de la Justice, et Monsieur Manuel Valls, ministre de l'Intérieur:

— Comment expliquez-vous qu'une remise fiscale d'environ 200 000 euros ait été accordée à Dieudonné le 1^{er} février 2013 alors même qu'à cette date les peines d'amendes auxquelles Dieudonné avait été condamné depuis plusieurs années n'avaient toujours pas été recouvrées par vos services, d'une part, et qu'une enquête préliminaire avait été ouverte par vos services à l'encontre de Dieudonné pour blanchiment, fraude fiscale et organisation d'insolvabilité, d'autre part?

— Avez-vous informé Jérôme Cahuzac de cette situation?

4. Questions à Madame Christiane Taubira, ministre de la Justice:

— Les amendes de Dieudonné non recouvrées pendant des années font partie des peines non exécutées par les tribunaux. Ces amendes ont finalement été payées. Qu'en est-il des 100 000 peines de prison ferme non encore exécutées en France?

— Qu'en est-il surtout des peines de prison non exécutées et prononcées à l'encontre des délinquants sexuels?

— Le 16 décembre 2013, à l'occasion du

70^e anniversaire de l'association CRIF à l'Élysée, avez-vous ri à la plaisanterie du président de la République sur l'Algérie? Si oui, pourquoi?

5. Questions à Manuel Valls, ministre de l'Intérieur:

— Combien de spectacles de Dieudonné avez-vous déjà vus?

— Lesquels? Et comment?

- a. au théâtre de la Main d'Or;
- b. DVD achetés par correspondance;
- c. en téléchargement illégal sur internet.

— Avez-vous été encouragé à faire interdire Dieudonné et l'empêcher de faire sa tournée? Si oui, par qui?

— Avez-vous consulté des membres du Conseil d'État pour rédiger votre circulaire du 6 janvier 2014?

— Êtes-vous entré en relation, de manière directe ou indirecte, avec des membres du Conseil d'État entre le 27 décembre 2013 et le 11 janvier 2014? Si oui, avec qui?

— Avez-vous créé un trouble à l'ordre public pour tenter de justifier votre volonté d'interdire Dieudonné?

— À la suite de votre propagande anti-juenelle fondée sur votre interprétation de ce geste, de graves troubles sont intervenus: le licenciement de plusieurs salariés, le renvoi de plusieurs écoliers de

leur établissement, le placement en garde à vue de plusieurs jeunes gens et même l'internement psychiatrique d'une personne à la suite de la perte de son emploi. Que comptez-vous faire pour réparer les préjudices subis par ces Français et procéder à leur indemnisation ?

— Le 17 juin 2011, dans un entretien organisé par l'antenne strasbourgeoise de Radio Judaica, vous avez déclaré : *Par ma femme, je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël. Quand même !* Considérez-vous cette position compatible avec l'exercice de vos fonctions actuelles ?

6. Questions à Monsieur Roger Cukierman, président de l'association CRIF :

— Combien de spectacles de Dieudonné avez-vous déjà vus ?

— Lesquels ? Et comment ?

- a. au théâtre de la Main d'Or ;
- b. DVD acheté par correspondance ;
- c. en téléchargement illégal sur internet.

— Le 16 décembre 2013, vous avez déclaré que la quenelle était un geste antisémite, une forme de salut nazi. Le 21 janvier 2014, vous êtes revenu sur votre position et avez déclaré que lorsque la quenelle était faite sur un lieu quelconque qui n'a pas de spécificité juive, c'est un geste de révolte anarchique contre l'establishment. Expliquez-vous.

— Est-ce à dire que lorsque le geste de la quenelle est réalisé devant une église, une mosquée,

un temple, un cimetière, une école, une mairie, sur un terrain de football, devant l'arc de triomphe, la tour Eiffel, le palais de l'Élysée et autres lieux quelconques, ce geste est anodin ?

— À la suite de votre propagande anti-quenelle fondée sur votre interprétation de ce geste, de graves troubles sont intervenus : le licenciement de plusieurs salariés, le renvoi de plusieurs écoliers de leur établissement, le placement en garde à vue de plusieurs jeunes gens et même l'internement psychiatrique d'une personne à la suite de la perte de son emploi. Que comptez-vous faire pour réparer les préjudices subis par ces Français et procéder à leur indemnisation ?

— Le 16 décembre 2013, à l'occasion du 70^e anniversaire de l'association CRIF à l'Élysée, avez-vous ri à la plaisanterie du président de la République sur l'Algérie ? Si oui, pourquoi ?

7. Questions à Monsieur Alain Jakubowicz, président de l'association LICRA :

— Combien de spectacles de Dieudonné avez-vous déjà vus ?

— Lesquels ? Et comment ?

- a. au théâtre de la Main d'Or ;
- b. DVD acheté par correspondance ;
- c. en téléchargement illégal sur internet.

— Dans une lettre ouverte en date du 9 septembre 2013 adressée au ministre de la Défense, vous indiquez que la quenelle est un salut nazi

inversé signifiant la sodomisation des victimes de la Shoah. Sur la base de quels éléments objectifs avez-vous pu affirmer cela ?

— Pourquoi cette lettre a-t-elle été aujourd'hui retirée du site internet de l'association LICRA que vous présidez ?

— À la suite de votre propagande anti-quenelle fondée sur votre interprétation de ce geste, de graves troubles sont intervenus : le licenciement de plusieurs salariés, le renvoi de plusieurs écoliers de leur établissement, le placement en garde à vue de plusieurs jeunes gens et même l'internement psychiatrique d'une personne à la suite de la perte de son emploi. Que comptez-vous faire pour réparer les préjudices subis par ces Français et procéder à leur indemnisation ?

— Pour quelles raisons votre association distingue-t-elle le racisme de l'antisémitisme ?

8. Questions à Jean-Marc Sauvé, Vice-président du Conseil d'État :

— Êtes-vous entré en relation, de manière directe ou indirecte, avec Manuel Valls ou des membres de son cabinet entre le 27 décembre 2013 et le 11 janvier 2014 ? Si oui, que vous êtes-vous dit ?

— Le conseiller d'État Arno Karsfled a appelé publiquement à créer un trouble à l'ordre public pour donner une base légale à l'interdiction du spectacle de Dieudonné. Ce comportement est-il compatible avec la déontologie des membres du

Conseil d'État et, plus particulièrement, avec le devoir de réserve dans l'expression publique?

— Si oui, cela signifie-t-il que n'importe quel justiciable peut solliciter directement de la part des membres du Conseil d'État les moyens pour obtenir de cette juridiction la décision qu'il souhaite?

— Si non, quelles sanctions avez-vous prises ou comptez vous prendre à l'encontre d'Arno Klarsfeld?

9. Questions à Bernard Stirn, président de la section du contentieux du Conseil d'État:

— Êtes-vous entré en relation, de manière directe ou indirecte, avec Manuel Valls ou des membres de son cabinet entre le 28 décembre 2013 et le 11 janvier 2014? Si oui, que vous êtes-vous dit?

— Avez-vous vu le spectacle *Le Mur* de Dieudonné, que vous avez interdit? Si non, pourquoi l'avez-vous interdit?

— Qu'est ce que la dignité de la personne humaine?

10. Questions à Jacques Arrighi de Casanova, président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État:

— Vous avez jugé que le spectacle *Le Mur* de Dieudonné constituait lui-même une menace à l'ordre public. Avez-vous vu ce spectacle? Si non, pourquoi l'avez-vous interdit?

— Qu'est ce que la dignité de la personne humaine?

11. Question à Dieudonné M'bala M'bala, humoriste

— Pouvez-vous nous raconter ce qu'a été votre vie depuis le 1^{er} décembre 2003 et votre sketch controversé sur le plateau de l'émission télévisée *On ne peut pas plaire à tout le monde*?

XII — Loi Gayssot pour tous

Tout le monde sait que les psychanalystes guérissent souvent leurs malades en les rendant simplement conscients des faits dont ils ont refoulé le souvenir. À certains égards, la société ressemble à de tels malades, mais au lieu de permettre qu'on la guérisse, elle emprisonne les médecins qui lui font connaître des faits qu'elle n'aime pas. Cela est une façon tout à fait indésirable de contrarier la liberté.

Bertrand Russell,
La liberté et la société

La France aime les privilèges. Mais la France éprouve la passion de l'égalité.

Le 13 juillet 1990, la loi Gayssot introduit une innovation dans notre droit répressif. Son article 9 permet dorénavant de condamner pénalement la contestation des crimes contre l'humanité définis par le statut du tribunal militaire international de Nüremberg, c'est-à-dire la négation du génocide juif durant la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, la France fait le choix de reconnaître et

protéger la mémoire des souffrances de la communauté juive par la loi. La loi est promulguée, mais n'est pas soumise au contrôle du conseil constitutionnel par les parlementaires.

Le 29 janvier 2001, *la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915* par une deuxième loi.

Le 21 mai 2001, le législateur poursuit ce travail de mémoire avec la loi Taubira qui reconnaît que les traites négrières d'une part et l'esclavage perpétré à partir du XV^e siècle d'autre part constituent des crimes contre l'humanité. Mais cette fois, la loi ne vient pas en pénaliser la négation.

Le 23 février 2005, la loi Mékachéra *reconnaît les souffrances éprouvées et les sacrifices endurés* par les Harkis.

Ces interventions répétées du législateur dans la reconnaissance de la mémoire collective suscitent de nombreuses critiques, tant de la part des historiens que des juristes. Ces derniers fustigent ces lois mémorielles.

Le 13 décembre 2005, une tribune *Liberté pour l'histoire* paraît dans *Libération*. Elle est signée par dix-neuf des plus grands historiens du pays :

Jean-Pierre Azéma, Elisabeth Badinter, Jean-Jacques Becker, Françoise Chandernagor, Alain Decaux, Marc Ferro, Jacques Julliard, Jean Leclant, Pierre Milza, Pierre Nora, Mona Ozouf, Jean-Claude Perrot, Antoine Prost, René Rémond, Mau-

rice Vaïsse, Jean-Pierre Vernant, Paul Veyne, Pierre Vidal-Naquet et Michel Winock.

Ils rappellent que l'histoire n'est pas un objet juridique. Dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement, ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. La politique de l'État, même animée des meilleures intentions, n'est pas la politique de l'histoire. En conséquence, ils demandent l'abrogation de ces dispositions législatives indignes d'un régime démocratique.

Le 29 novembre 2006, les juristes lancent à leur tour un appel contre les lois mémorielles, ils réclament aussi l'abrogation de ces lois, notamment pour les raisons suivantes :

Sous couvert du caractère incontestablement odieux du crime ainsi reconnu, le législateur se substitue à l'historien pour dire ce qu'est la réalité historique et assortir cette affirmation de sanctions pénales. [...] Elles s'inscrivent dans une logique communautariste [...] ce faisant elles (ces lois mémorielles) violent également le principe d'égalité en opérant une démarche spécifique à certains génocides et en ignorant d'autres, tout aussi incontestables, comme, par exemple, celui perpétré au Cambodge. [...] Elles violent non seulement la liberté d'expression, de manière disproportionnée, mais aussi et surtout la liberté de la recherche.

Chez les premiers signataires, on compte les plus éminents professeurs de droit de l'Université française :

Bertrand MATHIEU, Professeur Université Paris I — François TERRE, Membre de l'Institut — Anne Marie LE POURHIET, Professeur Université Rennes 1 — Olivier GOHIN, Professeur Université Paris II — Thierry DI MANNO, Professeur Université de Toulon — François GAUDU, Professeur Université Paris I — Anne LEVADE, Professeur Université Paris XII — Christophe BOUTIN, Professeur Université de Caen — Yves JEGOUZO, Professeur Université Paris I — Florence CHALTIEL, Professeur I.E.P. Grenoble — Olivier DUBOS, Professeur Université Bordeaux IV — Marie Claire PONTTHOREAU, Professeur Université Bordeaux IV — Maryse DEGUERGUE, Professeur Université Paris I — Frédéric SUDRE, Professeur Université de Montpellier — Paul CASSIA, Professeur Université Versailles-Saint Quentin en'yvelines — Diane de BELLESCIZE, Professeur Université du Havre — Henri OBERDORFF, Professeur I.E.P. de Grenoble — Olivier LECUCQ, Professeur Université de Pau et des Pays de l'Adour — Jean MORANGE, Professeur Université Paris II — Gilles LEBRETON, Professeur Université du Havre — Yvonne FLOUR, Professeur Université Paris I — Jean-Jacques DAIGRE, Professeur Université Paris I — Catherine LABRUSSE RIOU, Professeur Université Paris I — Yves DAUDET, Professeur Université Paris I — Olivier JOUANJAN, Professeur Universités de Strasbourg et de Fribourg-en-Brigau — Alain PIETRANCOSTA, Professeur Université Paris I — Jean GAYON, Professeur Université Paris I (Institut d'histoire et de philoso-

phie des sciences) — Michel MENJUCQ, Professeur Université Paris I — Raymonde VATINET, Professeur Université Paris V — Danielle CORRIGNAN-CARSIN, Professeur Université Rennes 1 — Alexis CONSTANTIN, Professeur Université Rennes 1 — Pierre AVRIL, Professeur émérite Université Paris II — Bernard CHANTEBOUT, Professeur émérite Université Paris V — Guillaume WICKER, Professeur Université Bordeaux IV — Michel GERMAIN, Professeur Université Paris II — Joseph PINI, Professeur Université Aix-Marseille III — Geneviève BASTID BURDEAU, Professeur Université Paris I — Hervé LECUYER, Professeur Université Paris II — Florence DEBOISSY, Professeur Université Bordeaux IV — Marie France CHRISTOPHE TCHAKALOFF, Professeur Université Paris I — Jacques PETIT, Professeur Université Rennes 1 — Christian LARROUMET, Professeur Université Paris II — Christophe de LA MARDIERE, Professeur Université de Dijon — Laurent AYNES, Professeur Université Paris I — Olivier BARRET, Professeur Université Paris V — Michel FROMONT, Professeur émérite Université Paris I — Yves GAUDEMET, Professeur Université Paris II — Vincent HEUZÉ, Professeur Université Paris I — Philippe STOFFEL-MUNCK, Professeur Université Paris I — Pierre MAYER, Professeur Université Paris I — Philippe PORTIER, Professeur Université Rennes I — Frédéric POLLAUD-DULIAN, Professeur Université Paris I — André ROUX, Professeur Université Aix Marseille III — Stéphane PIERRE CAPS, Professeur Université

de Nancy — Francis HAMON, Professeur émérite
Université Paris XI — Alexandre VIALA, Profes-
seur, Université Montpellier.

Mais l'État n'est pas de cet avis. Et il poursuit son
devoir législatif de mémoire.

Cependant, le 28 février 2012, le conseil consti-
tutionnel déclare contraire à la Constitution la nou-
velle loi qui veut punir la négation du génocide
arménien de 1915.

Aux critiques des opposants des lois mémorielles
s'ajoutent alors celles de ses partisans qui s'inter-
rogent : Pourquoi une différence de traitement dans
la reconnaissance de la mémoire collective ? Pour-
quoi la loi opère-t-elle une discrimination entre
les génocides, entre les crimes contre l'humanité ?
Pourquoi une loi pour chaque communauté, pour
chaque souffrance ?

Diagnostic : Les tensions entre les communau-
tés en France sont créées par les discriminations
qu'elles subissent. Une de ces discriminations est
justement celle contenue dans la loi Gayssot qui ne
réprime que la négation du génocide des popula-
tions juives durant la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, en dépit des autres lois mémorielles, il
est permis de nier l'esclavage, les traites négrières
et le génocide arménien de 1915 sans craindre des
condamnations pénales.

Pourtant, le 10 mai 2014, lors de la journée de
commémoration de l'abolition de l'esclavage, le

président de la République, François Hollande a déclaré :

La France n'est jamais la France lorsqu'elle ferme les yeux sur son histoire [...] En revanche, la France est toujours la France lorsqu'elle se situe aux côtés de ceux qui luttent pour l'égalité [...] on ne peut pas accepter les discriminations dans la reconnaissance des mémoires.

Solution : Au lieu d'abroger les lois mémorielles, une autre issue, déjà empruntée par le président François Hollande, est possible.

Pour rester fidèle à la passion française de l'égalité, François Hollande a réussi, malgré les troubles à l'ordre public et la division des Français, à imposer une loi accordant les mêmes droits à tous les couples, qu'ils soient hétérosexuels ou homosexuels. Le mariage pour tous.

De la même manière, il serait logique d'étendre la répression du négationnisme à toutes les mémoires. Étendre la loi Gayssot à tous les Français. La loi Gayssot pour tous.

Concrètement, il suffit au législateur de modifier l'article 9 de la loi Gayssot et de le rédiger ainsi :

Seront punis des peines prévues par le sixième alinéa de l'article 24 ceux qui auront contesté, par un des moyens énoncés à l'article 23, l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité, d'un ou plusieurs génocides, d'un ou plusieurs massacres.

Les mémoires de toutes les communautés

seraient ainsi protégées de manière égalitaire par la nouvelle loi Gayssot. En conséquence, il serait mis fin à la compétition entre les communautés, et la cohésion nationale serait renforcée.

Cette démarche constituerait un premier pas avant d'envisager la question des réparations pécuniaires à laquelle seule la communauté juive a, pour l'instant, trouvé des réponses.

Il deviendrait alors impossible de stigmatiser la communauté juive pour son privilège. Elle ne serait plus une communauté juridiquement favorisée par l'État mais l'inspiratrice d'une équation démocratique résolue. Celle démontrant que la somme des mémoires communautaires est égale à la mémoire de la communauté nationale.

Ainsi, nous pourrions enfin nous ouvrir au souvenir des autres crimes contre l'humanité encore ignorés par la loi française : la torture en Algérie, le massacre des Italiens d'Aigues-Mortes, le massacre des Tamouls du Sri Lanka, le massacre de Sabra et Chatila, le massacre de Deir Yassin, le viol de Nankin, le massacre des Tutsis du Rwanda et des Harkis d'Algérie, la terreur blanche espagnole, la terreur rouge chinoise, le massacre de Graziani, le massacre des Indiens d'Amérique, des aborigènes d'Australie, le massacre des Tibétains, des Papous, les crimes du régime Khmer rouge, les massacres du Congo, du Darfour, les massacres de 1804 en Haïti, les massacres de septembre 1792, le massacre de la Saint-Barthélémy, l'exécution de tous les condamnés à mort dans le monde, le massacre de Damas,

le massacre de la Saint-Jean-d'Acre, le massacre de la cité d'Avaricum, les vêpres asiatiques, les vêpres siciliennes,...

Avec la loi Gayssot pour tous, chacun aurait le droit de voir reconnaître sa souffrance s'il le souhaite, ou de la taire, s'il en éprouve le besoin, pour se recueillir en silence.

La loi n'en finirait pas de nous rappeler l'histoire des hommes. Mais nous, nous en aurions fini. Fini de nous interroger avec le dreyfusard Charles Péguy, *pourquoi nous demande-t-on de nous émouvoir pour tous les peuples opprimés, excepté pour un seul, qui est comme par hasard un peuple français?*

Révolution : La loi Gayssot pour tous, c'est la nuit du 4 août 1789 inversée. Le législateur n'abolit pas un privilège, il l'étend à tous les Français.

Conclusion: Rire des uns et des autres

Mon œuvre me défendra. C'est une œuvre de vérité, le premier roman sur le peuple, qui ne mente pas et qui ait l'odeur du peuple. [...] Seulement, il faudrait lire mes romans, les comprendre, voir nettement leur ensemble, avant de porter les jugements tout faits, grotesques et odieux, qui circulent sur ma personne et sur mes œuvres [...] je m'en remets au temps et à la bonne foi publique pour me découvrir enfin sous l'amas des sottises entassées.

Emile Zola,
préface à *L'assommoir*, 1^{er} janvier 1877

L'homme a eu une journée difficile. Le matin, une réunion de parents d'élèves mouvementée s'est tenue dans l'établissement où il enseigne les mathématiques. Le cas de la jeune Rachida, qui porte le voile islamique et refuse de l'enlever, a été abordé.

Le père de la jeune fille a prévenu : *ça fait trente ans que je vide vos poubelles, alors soyez gentils avec ma fille*. Un autre père de famille a, quant à lui, fait

part de son inquiétude face à la montée de l'anti-sémitisme dans l'école. Une mère s'est également lamentée de ce que les blancs et les chrétiens étaient en minorité dans l'établissement. Un dernier père s'est plaint de ce que la traite des noirs n'était pas abordée dans le programme scolaire. La réunion est rapidement devenue le déversoir des angoisses et des obsessions de chaque parent.

À l'heure du déjeuner, l'homme a rejoint un ami commerçant. Les affaires de ce dernier se portent bien. Il exploite des jeunes filles en Afrique et loue leurs ventres à des couples venus d'Europe qui ne peuvent pas avoir d'enfants. Les deux amis ont échangé pendant un long moment. Leur discussion, riche et variée, a concerné les apports démocratiques de la Françafrique, les bienfaits écologiques du massacre des Pygmées et les dessous de l'affaire du Sofitel de New York. Avant de se quitter, ils ont évoqué, en ricanant, le souvenir de la Vénus Hottentote et le tempérament des kanaks.

En début d'après-midi, l'homme s'est rendu à l'ARA, l'association des racistes anonymes. Il y a retrouvé des connaissances. Olivier, le prothésiste dentaire, qui a une peur bleue des Chinois depuis qu'il a contracté une jaunisse. Sylvie, l'infirmière dépressive, qui a perdu la foi depuis qu'un prêtre noir officie dans sa paroisse. Et Philippe, homophobe qui n'aime pas les Philippins mais qui, pour soigner son mal, s'est tout de même rendu à Manille pour y trouver l'amour et en est revenu

avec un jeune homme de dix-sept ans, son *casse-croûte* comme il l'appelle affectueusement.

En quittant la réunion, l'homme s'est souvenu des promesses lubriques qu'il avait faites, du temps où il était mollah, à la fine équipe des kamikazes du 11 septembre 2001. Mille vierges, sans acompte préalable. Mille vierges et le paradis garantis en échange d'un attentat télévisé, *y'a pas à dire, pour enrhummer du crétin, ils sont forts les religieux.*

Le soir venu, l'homme a rejoint son épouse à la terrasse d'un restaurant. Après six ans de mariage et trois enfants, le couple va mal. Infidélités, insultes, coups, le respect n'est plus là. Les parents se déchirent en réglant leurs comptes à travers leurs enfants.

Après l'avoir attentivement regardée, l'homme lâche à sa compagne : *C'est fou chez vous les bonnes femmes, en prenant de l'âge, y a tout qui part en sucette, c'est dingue. Tout l'habillage qui part en guenille. Ça, c'est le principe de la pomme au four, ça.* Le dîner tourne court. Agacé par les pleurs de sa femme, l'homme finit par lui cracher dessus avant de quitter la table et rentrer chez lui.

La vie de cet homme est singulière. En réalité, sa journée n'a duré qu'une heure et demie environ. Une journée qui se répète à l'identique trois à six fois par semaine, tout au long de l'année. Une journée au cours de laquelle toutes les situations qu'il vit, tous ses faits et gestes, ses pensées, même, sont

systématiquement accompagnés par des rires et des applaudissements.

L'homme est un acteur, c'est un humoriste. Il s'appelle Dieudonné.

Depuis plus de vingt-cinq ans, il fait rire les gens en jouant ce qu'il y a de plus laid en eux. La violence, la bêtise, la cupidité, la vanité, la cruauté et tout le cortège des misères de l'homme constituent l'objet de son art. C'est un professionnel de l'humour noir.

Des abjections les plus flagrantes aux bassesses les plus subtiles, ses sketches mettent en scène tout ce qui, à ses yeux, avilit et dégrade l'homme.

Dieudonné est un spécialiste de l'indignité de la personne humaine. Son travail consiste précisément à la révéler, pour mieux la dénoncer.

Ainsi, l'humoriste joue les pères indignes, les maris indignes, les professeurs indignes, les élèves indignes, les médecins indignes, les religieux indignes, les politiques indignes, les syndicalistes indignes, les juges indignes, les journalistes indignes. Dans un rapport faussement méprisant avec son public, à qui il demande de la fermer quand les rires se font trop bruyants ou trop longs, il lui arrive même de jouer l'humoriste indigne, *Ferme-la, à tout jamais!*

L'indignité constitue le dénominateur commun de tous ses personnages. Dès lors, quand des hommes mus par la recherche de la domination et

des honneurs tentent par tout moyen de l'empêcher d'exercer son métier sous le prétexte que ses sketches porteraient atteinte à la dignité de la personne humaine, l'humoriste sourit. Car il se dit que ces hommes, qui vivent dans l'illusion d'être supérieurs à leurs semblables ou bien vierges de tout reproche, se sont probablement reconnus dans ses spectacles. L'humour est un remède efficace contre l'amour-propre. Il révèle aux orgueilleux leur ridicule.

La journée de l'homme s'achève.

Dans la salle de théâtre, les lumières éclairent à présent les spectateurs. Ils sont venus seuls, en couple, entre amis, en famille, accompagnés par leurs enfants ou leurs grands-parents. Ils sont lycéens, étudiants, amoureux, ouvriers, avocats, médecins, fonctionnaires, retraités ou sans emploi. L'assemblée réunit plusieurs générations, plusieurs religions, plusieurs populations.

Le public de Dieudonné ressemble aux Champs-Élysées les soirs de victoire. Il est tellement français. Le rire est une fête, une libération.

Table des matières

| | |
|--------------------------------|-----|
| LES AUTEURS | 7 |
| PRÉFACE | 11 |
| LIBER AMICORUM | 17 |
| INTRODUCTION: | |
| RIRE DES UNS AVEC LES AUTRES | 18 |
| I — OSTRACISME. | 22 |
| II — HAINE MINISTÉRIELLE | 28 |
| III — QUENELLE À L'ANGLAISE | 36 |
| IV — DIVINE SURPRISE | 46 |
| V — TROUBLES AU CONSEIL D'ÉTAT | 61 |
| VI — PUBLIC EN ORDRE | 74 |
| VII — DÉFENSE DE RIRE | 82 |
| VIII — CHASSE À L'HOMME | 90 |
| IX — CADEAU FISCAL | 100 |
| X — STRATÉGIE JUDICIAIRE | 113 |
| XI — ENQUÊTE PARLEMENTAIRE | 130 |
| XII — LOI GAYSSOT POUR TOUS | 142 |
| CONCLUSION: | |
| RIRE DES UNS ET DES AUTRES | 151 |

Crédit des illustrations

Photo du soldat soviétique du Tiergarten page 45 : © JRI.

Les documents des pages 108 à 112 sont issus des dossiers fiscaux de Dieudonné M'bala M'bala, Noémie Montagne et la société Les productions de la plume, et publiés avec leur aimable autorisation.

INTERDIT DE RIRE

Pour faire taire Dieudonné en janvier 2014, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, a mobilisé tous les moyens de répression possibles. Le futur Premier ministre a transformé sa lutte personnelle contre l'humoriste en affaire d'État.

Ainsi, le jugement précipité du Conseil d'État interdisant le spectacle *Le Mur* a créé un précédent inquiétant dans la jurisprudence française, laissant magistrats et politiques définir l'humour, le comique et le bon goût.

M^e David de Stefano et M^e Sanjay Mirabeau, avocats de Dieudonné, reviennent ici sur cette ahurissante campagne et ses conséquences sur la loi, les libertés et le vivre-ensemble français en tant que tel. Ils évoquent la nature du rire, la fonction du comique dans une société, mais également des affaires passées sous silence, tel l'incroyable cadeau fiscal offert par le ministre Cahuzac à Dieudonné en 2013.

Fortement argumenté, spirituel et magnifiquement écrit, voici un réquisitoire qui fera date contre un pouvoir en proie à l'incohérence et à la dérive autoritaire.

*La France
va-t-elle sacrifier
sa liberté
d'expression
pour une quenelle ?*



Illustration de couverture :
« Des preuves ! », gravure de Paul Renouard de 1898 représentant M^e Fernand Labori (1860-1917), avocat d'Émile Zola et d'Alfred Dreyfus, en pleine plaidoirie. (Archives du Barreau de Paris)

*« Quand les gens trop sérieux censurent le rire,
c'est qu'ils ont pour dessein de provoquer la guerre. »*
(Dieudonné)

